Le Sahel dans la crise malienne

Un dossier du CERI

Juillet 2013

Le CERI a été fondé en 1952, sous le nom de Centre d'études de relations internationales, par l'historien de la diplomatie Jean-Baptiste Duroselle et Jean Meyriat, théoricien et praticien des sciences de l'information et de la communication qui a dirigé le centre jusqu'en 1976. Le changement de nom en Centre d'études et de recherches internationales a été décidé au début du mandat de Guy Hermet (1976-1985), sociologue et politiste, auteur de travaux sur l'Amérique latine et les questions de transition démocratique. Depuis, le CERI a successivement été dirigé par Jean-Luc Domenach, politiste, historien et sinologue (1985-1994), Jean-François Bayart, spécialiste de sociologie historique comparée du politique (1994-2000), Christophe Jaffrelot, politiste, spécialiste de l'Asie du Sud (2000-2008) et, depuis 2009, par Christian Lequesne, politiste, européaniste.

Associé au CNRS depuis 1967, le CERI est devenu en 2002 une Unité mixte de recherche (UMR) sous la double tutelle de Sciences Po et du CNRS.

Sommaire

Le Sahel dans la crise malienne, introduction, Roland Marchal p. 3

1 – Remettre en cause le sens commun

- « Mon pays S. A. » : un certain retour sur la démocratie exemplaire du Mali et sa déraison islamique, Gilles Holder p. 7

- Trafic ou commerce ? Des échanges économiques au Sahara contemporain, Judith Scheele p. 11

- Sahara et Sahel : ni incontrôlables, ni incontrôlés, Julien Brachet p. 14

- The New Resource Regionalism in North Africa and the Sahara, Geoff D. Porter p. 17

2 – Le Sahel dans la crise malienne

- Mauritanie : la stratégie d'un ex-futur maillon faible, Zekeria Ould Ahmed Salem p. 23

- Comment être Malien ?, Naffet Keita p. 26

- Le Niger dans la crise malienne, Mamoudou Gazibo p. 29

- Sudan, the Sahel and the Sahara : the 99% Principle, Alex de Wall p. 32

3 – Quels Etats pivots ?

- Libya - A Clouded Future, George Joffe p. 35

- L'intervention militaire tchadienne au Mali : enjeux et limites d'une volonté de puissance régionale, Gilbert Maoundonodji p. 38

- Insurgency and Counter-Insurgency in North-East Nigeria, Adam Higazi p. 41

Carte : Les Etats du Sahel et leur environnement stratégique (fin 2012, avant l'intervention Serval) p. 47

Le Sahel dans la crise malienne

Roland Marchal
Date : 07/2013

L'intervention militaire française au Mali depuis le 11 janvier 2013 manifestait la crainte légitime de voir des mouvements se réclamant de l'Islam radical au nord du Mali et adoubés par AQMI1 prendre le contrôle de la principale base militaire malienne à Sévaré et, plus hypothétiquement, atteindre la capitale avec le risque d'un effondrement de ce qui restait de l'Etat malien.

Cette dramatisation des enjeux par les officiels français, bien à propos pour justifier la rupture avec des mois de diplomatie publique, ne peut cependant occulter les questions que soulève une intervention, restée pendant de trop longues semaines purement militaire faisant fi des leçons politiques tirées d'autres conflits, en Afghanistan et Somalie notamment. Les buts de guerre étaient fluctuants tandis que les déclarations de victoire étaient sans cesse remises en cause: la guerre, nous disaient les officiels français, était finie alors qu'elle ne faisait que commencer et que c'était justement la crainte d'une longue guerre qui nourrissait la procrastination de nombre d'Etats voisins du Mali à intervenir. Au 1er juillet, plus de trois mille soldats français restaient sur le terrain, alors que le nombre maintes fois annoncé aurait dû être de deux mille.

L'absence de stratégie politique claire de la part de Paris était d'abord illustrée par la cacophonie des déclarations officielles. Elle l'était, surtout et plus durablement, par la difficulté d'accompagner une campagne militaire réussie dans ses premiers mois avec une réforme de l'Etat malien seule apte à répondre aux véritables défis sous-jacents.

Le texte de Gilles Holder qui ouvre ce dossier souligne à l'envi les apories de cette attitude internationale dont la première illustration est une amnésie sélective de notre diplomatie (pourquoi n'a-t-on rien vu et rien dit pendant ces années qui ont porté le Mali si près du gouffre ?) et sur la fiction politique qui se met aujourd'hui en place dopée par les coups de menton de la France et par la promesse de financements impressionnants (près de 3,5 milliards d'euros promis pour la reconstruction du Mali), l' élection présidentielle promise fin juillet 2013 en étant la plus simple caricature.

Il en est une autre qui traverse ce dossier. La France, suivie par l'Union européenne et les Etats-Unis, aurait une stratégie pour le Sahel. Ce Sahel se limite curieusement à celui de l'Afrique de l'ouest, excluant ainsi le Soudan et la Somalie dont l'histoire récente a pu inspirer les uns et les autres, et met apparemment hors-jeu deux Etats stratégiques pour une stabilisation de la région : l'Algérie et la Libye. Cette mise entre parenthèse soulève de nouveaux problèmes à l'heure où la Libye, n'en déplaise à messieurs Cameron, Sarkozy et Obama, sert de sanctuaire à des groupes radicaux agissant dans le Sahel tout en étant incapable intérieurement de redéfinir des règles du jeu communes à tous, comme le décrit très bien ici George Joffe. Les attaques au Niger ont sans doute été planifiées à Darnah, nous rappelle Mamoudou Gazibo dans son texte qui narre les difficultés croissantes du gouvernement Issoufou à contenir les tensions nourries pour une part par son hostilité aux groupes armés, un temps installés au nord du Mali.

Evidemment, cet évitement du Maghreb souligne à l'envi que les relations tissées par la France avec ses anciennes colonies d'Afrique de l'ouest ont peu à voir avec celles qu'elle entretient avec l'Algérie et la Libye où les intérêts économiques et le souverainisme de leurs dirigeants incitent à une toute autre approche. Reste qu'une stratégie n'intégrant que ce Sahel politiquement correct a peu de chances de réussir.

Dans cette crise, plusieurs Etats de la région entendent jouer leur carte. Si le Nigeria le fait sans emphase tant il est sûr de sa propre importance, si l'Algérie est pour l'heure prise dans les contradictions entre sa diplomatie publique et son appui réel à l'opération française et plus encore tétanisée par la fin probable de l'ère Bouteflika, le Tchad joue sa carte avec un certain talent. Peu importe aux yeux de la communauté internationale que ce soit le fils du Président Déby, général à 29 ans, qui commande en second une force pour l'essentiel composé de membres du même groupe ethnique qu'Idriss Déby, du moment que celle-ci se bat. Et elle se bat bien même si cette présence sur le terrain malien suscite des interrogations au Tchad sur les ambitions présidentielles et le coût d'une telle aventure pour la population ordinaire comme l'analyse Gilbert Maoundonodji dans ce dossier.

Aujourd'hui, plus personne ne doute que cette crise est au moins régionale et que chacun des Etats de la région aura à faire face à des dynamiques qui ne sont pas seulement enracinées dans les espaces nationaux mais relèvent aussi de dynamiques globales et transnationales. De la Mauritanie, cas décrit par Zekeria Ould Ahmed Salem, au Soudan étudié ici par Alex de Waal, on perçoit l'ampleur des différences de situations, les risques, l'historicité aussi de certaines tensions.

Le rôle de l'Islam dans la vie publique, la répression de mouvements religieux qui ne sont pas tous initialement violents, la vigueur du salafisme et le romantisme de la révolte violente sont des schèmes qui peuvent faire système dans ces sociétés. Ce débat est largement escamoté, notamment en France, tout à sa célébration de la laïcité d'Etat. Le cas de Boko Haram au Nigeria, analysé dans ce dossier par Adam Hizagi, illustre tout à fait cette radicalisation produite plus par un enclenchement d'événements que par un projet politique inscrit dès le départ dans la violence. On entend souvent que les meilleurs agents recruteurs de Boko Haram auront été, au tournant des années 2010, les violences jamais condamnées de l'appareil d'Etat et la déliquescence économique portée par des politiques libérales depuis plus de deux décennies.

Disons le autrement, la question de l'islam politique et du rôle de l'Islam dans la cité, voire de la construction d'une laïcité islamique, constitue un enjeu majeur des années à venir dans l'ensemble de la région. Mieux vaut le reconnaitre d'emblée que de cultiver les malentendus comme cela a été le cas dans le passé récent. Malgré l'apparente dislocation des groupes radicaux dans le nord du Mali, une double question demeure. Jusqu'à quel point l'affaiblissement de groupes terroristes constitue-t-elle la composante majeure d'une réforme vertueuse de l'Etat malien et comment une transformation systémique de la politique malienne peut-elle permettre de « policer » le nord du pays et priver d'espace politique des groupes prônant un Islam radical ? Les réponses sont essentielles mais font défaut aujourd'hui.

Peut-être plus qu'AQMI ou Ansar ed-Din, le MUJAO illustre l'importance de ces interrogations car ce mouvement représente la réussite d'un certain projet islamiste radical malien. Le groupe fondateur est lié à une katiba dissidente d'AQMI composée pour l'essentiel d'Arabes du Tilemsi (à proximité de Gao). Initialement décrite comme le prototype de la

narco-guérilla, cette organisation s'est révélé un opérateur politique particulièrement astucieux. D'une part, elle a laissé dans un premier temps le MNLA jouer le premier rôle dans la ville de Gao et a gagné le soutien de la population en la défendant devant les actes de banditisme du MNLA. Loin d'une stratégie de recrutement élitiste parmi les seuls Arabes, elle a recruté dans d'autres groupes ethniques « noirs » (Songhay et Peulh) plus que « blancs » (comme les Arabes et les Touaregs). Elle a contesté la supériorité de certains groupes nobles en proposant un modèle de pouvoir plébéien. Certes, elle n'a pas dédaigné l'usage de la terreur en refusant de suivre le conseil avisé de l'émir d'AQMI, Abdelmalek Droukdel, pour qui le soutien de la population était plus important que l'imposition rigoureuse de la loi religieuse (telle que ces groupes la comprennent).

Cependant, les réactions populaires après le retour de certains représentants de l'Etat malien à Gao doivent servir d'avertissement. Comme le souligne Naffet Keita dans un article plein d'humeur, l'Etat se doit de redonner sens au sentiment national, non seulement en réintégrant les populations du nord (et notamment les Touaregs) comme des citoyens à part entière mais aussi en démantelant les connivences et les réseaux clientélistes qui ont profondément perverti l'ensemble du système politique malien.

La crise du Mali explicite une autre difficulté autrement plus sérieuse et fondamentale : la profonde diversité de groupes se revendiquant d'une même idéologie simplificatrice à l'extrême et violente. L'un des penseurs de la politique américaine de contre-insurrection en Irak et en Afghanistan, David Killculen, parlait de guérillas accidentelles au sens où l'existence de mouvements comme Al-Qaïda permettait la militarisation de revendications locales et la survie d'organisations armées assurées d'un appui extérieur en termes de financement et d'expertise militaire. C'est sans doute passer sous silence les histoires locales et faire jouer à un mouvement comme Al-Qaïda un rôle démesuré comme l'exemple du Mali l'atteste. Reste cette étrange association, dont les ressorts les plus profonds demeurent jusqu'à aujourd'hui mal connus.

Si l'émergence de mouvements qui se définissent comme djihadistes a été rapide au Mali, il faut prendre garde à ne pas les considérer simplement comme l'expression d'une même matrice, forcément idéologique. En effet, ce qui est frappant dans la multitude d'écrits sur ces groupes, c'est une focalisation sur la dimension idéologique et rhétorique aux dépens d'analyses proprement sociologiques et historiques. Lorsque l'économie est mentionnée, c'est dans son seul aspect de financement de ces groupes : à lire nombre d'articles sur le Mali, on finirait par croire que les Islamistes radicaux y sont tous des trafiquants de drogue omettant ainsi le rôle des Etats et la nature souvent continentale ou transcontinentale de ces trafics et le rôle politique que ces Islamistes ont acquis pendant des mois dans la gestion de territoires et de populations.

Prenant le sens commun à contrepied, les textes de Julien Brachet et de Judith Scheele dans ce dossier font justice d'une série de clichés qui encombrent souvent les récits de la crise malienne : un désert vide de population et parcouru par des criminels de la pire espèce. En réintroduisant l'histoire et en prêtant attention aux dispositifs sociaux dans cet espace, ils restituent une historicité des identités et un enracinement de pratiques sociales que la communauté internationale aurait tort de n'envisager que sous le registre usuel et normatif de la criminalisation. Au contraire, nous répètent-ils, c'est cette capacité à changer, cette mobilité et cette transnationalité qui fournissent les clefs d'explication de la reconfiguration de taxinomies sociales et de la résilience très forte d'une zone soumise à des dynamiques de transformation profondes, compte tenu notamment des politiques européennes et

maghrébines.

L'intervention française a profondément désorganisé ces groupes radicaux au nord du Mali mais ces derniers s'étaient déjà préparés à une intervention internationale et donc il faut être prudent sur la nature tactique ou stratégique de la victoire militaire française. Va-t-on vers une régionalisation de ces groupes avec des actes terroristes commis dans tous les pays de la région, à la manière des Shabaab somaliens qui depuis 2011 tentent de s'établir en Afrique de l'est et d'y frapper les intérêts occidentaux ? Va-t-on au contraire vers une réorganisation clandestine de ces groupes sur le territoire malien et la montée en puissance d'une guerre asymétrique comme le craignent les Nations unies, qui pour le coup ont opté pour une opération surdimensionnée et pour cela même déjà sujette à de nombreuses faiblesses ? Dans aucun scénario, la guerre n'est gagnée, ne fût-ce que parce qu'on doit escompter une croissance rapide d'un banditisme de grand chemin que, dans le contexte sahélien, on décrirait plus proprement comme une métamorphose des économies de la protection.

Geoff Porter propose, quant à lui, une vision de cette zone qui prend à contre-pied tous ceux qui ont fait du salafisme l'alpha et l'oméga des problèmes de la région. Il souligne combien les économies de la région affectée par la crise malienne restent dépendantes des industries extractives et combien les luttes sociales pour une meilleure distribution, voire un meilleur usage, de la rente qu'elles produisent demeurent au-delà des discours sécuritaires, un levier essentiel de la gouvernance et la composante stratégique d'une issue à la crise morale et économique dans laquelle vivent les populations de toute cette zone.

Roland Marchal, chercheur CNRS/CERI-Sciences Po, vient de publier "Military (Mis)Adventures in Mali, *African Affairs*, July 2013 et "Mali : "Visions of War", *Stability* : *Internatinal Journal of Security & Development*, June 2013.

1. Al-Qaïda au Maghreb Islamique. Pour une présentation détaillée de tous les groupes voir Roland Marchal, « Is a military intervention in Mali unavoidable ? », Noref, Octobre 2012, accessible à http://www.peacebuilding.no/Regions/Africa/Mali/Publications/Is-a-military-intervention-in-Mali-unavoidable

1 – Remettre en cause le sens commun

« Mon pays S.A. » : un certain retour sur la démocratie exemplaire du Mali et sa déraison islamique

Auteur : Gilles Holder *
Date : 07/2013

« Mon pays S.A. »1 : un certain retour sur la démocratie exemplaire du Mali et sa déraison islamique

Il y a moins de dix-huit mois, Bamako était l'une des capitales africaines les plus prisées par les sommets internationaux qui venaient y célébrer une démocratie exemplaire, une économie en croissance, une société tolérante et une culture ouverte au monde. En dépit de l'activité du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), devenu Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), qui organisait ses opérations dans le Sahel à partir de son sanctuaire malien depuis 2003, en dépit aussi de l'atterrissage d'un cargo rempli de cocaïne dans la région de Gao en 2009, révélant l'une des principales plaques tournantes de la drogue en direction de l'Europe, le Mali était présenté, jusqu'à la fin de l'année 2011, comme un modèle africain – et francophone – de stabilité démocratique se préparant à des élections générales en toute transparence.

Mais le 17 janvier 2012, une rébellion touareg – la cinquième depuis 1963 – éclate dans le sillage du conflit libyen, bientôt suivie d'un coup d'État militaire à Bamako – le troisième depuis 1968 –, puis de la défaite totale de l'armée, avant que les forces rebelles ne se coalisent autour d'une raison djihadiste et ne proclament un État Islamique de l'Azawad sur les trois régions administratives de Tombouctou, Gao et Kidal. Un an après le début de cette crise, qui mettait à bas la République du Mali, la situation se dégrade plus encore et la France décide d'engager une « guerre contre le terrorisme » au Mali et de reconquérir le territoire perdu par l'armée nationale.

Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi n'a-t-on vu dans le Mali qu'une république paisible qui sentait bon la démocratie et la laïcité et fermé les yeux sur un pays musulman profondément travaillé par un déni du politique ancré sur un malaise social et sociétal pointé par toutes les statistiques de ces dernières années ? En réalité, la réponse est sous nos yeux. La communauté internationale organise, en ce moment même, une magistrale occultation de ces dix-huit derniers mois en imposant une élection présidentielle le 28 juillet prochain, au prétexte de mettre en place un pouvoir qui, s'il sera peut-être légal, ne sera en rien légitime. En effet, l'État malien semble n'être désormais qu'une production de la communauté internationale – entendez le jeu d'intérêts multiples mais convergents entre les Etats-Unis et la France – qui, à travers les outils techniques et financiers que constituent la Banque mondiale, le Fond monétaire international, les Nations Unies, ou encore l'Union européenne, s'attache à stabiliser juridiquement cet espace économique qu'est l'Afrique de l'ouest. Et on ne lésine pas sur les moyens pour réussir, avec 3,25 milliards d'euros promis par l'Europe pour reconstruire le Mali dans les deux ans à venir. À ce prix, les candidats à la présidentielle ne manquent pas – 36 candidatures déposées, 28 retenues – et n'ont d'ailleurs jamais manqué : la « bonne gouvernance » du Mali est en effet d'un excellent rapport en termes d'enrichissement personnel. Dès lors, rien de plus normal à ce que les principaux candidats en lice soient ceux-là même qui se présentaient avant le coup d'État. Et peu importe si celui-ci a témoigné d'un rejet aussi populaire que radical à l'encontre de cette même classe politique.

Si l'on fait retour sur cette fiction malienne pour s'interroger sur la nature de ce qu'a porté finalement le conflit armé, dont plus personne ne veut se souvenir, on peut souligner au moins deux aspects. Le

premier est la manifestation d'un puissant imaginaire étatique, autant pour les putschistes qui aspiraient à le refonder, que les indépendantistes qui contestaient sa légitimité historique ou les islamistes qui voulaient le subvertir par un modèle califal. De ce point de vue, cet imaginaire étatique signifie d'abord et avant tout une demande de normes, c'est-à-dire de règles du jeu social, économique et politique claires, capables de sécuriser l'ensemble de la société malienne. Le second aspect, étroitement lié au premier, est l'expression d'un imaginaire islamique qui propose à la fois une certaine rupture avec l'ordre occidental, une relecture de la situation précoloniale et une remise en cohérence d'une société particularisée par une gouvernance identitaire. Cet imaginaire, qui invoque une logique de transcendance manifestée par la notion de charia, fait néanmoins l'objet d'une série d'opérations de tri et n'est nullement homogène. D'ailleurs, c'est précisément parce que les modalités d'application de cet imaginaire ne font pas consensus qu'il est politique. Ainsi, la charia invoquée tout au long de cette crise oscille-t-elle entre une vision par le haut, voire le Très-Haut, où elle est présentée comme la Loi à vocation constitutionnelle, et une vision par le bas, par la raison pratique, où elle est alors requise comme demande de justice sociale, économique, judiciaire et policière.

La conjugaison de ces deux imaginaires étatique et islamique témoigne d'une réévaluation de l'État-nation que l'on peut qualifier, avec Ernesto Laclau, de « populiste »2. L'opinion, guidée en cela par les acteurs musulmans, puise dans l'islam pour trouver non seulement de la cohérence sociale, de l'identité, de la tradition, de l'histoire et des valeurs, mais aussi un espace d'expression politique alternatif à l'État, aux institutions publiques et aux partis. Dès lors, le conflit armé et la crise majeure qui ont précipité le Mali dans le chaos pose la question du sens que les Maliens, peu interrogés à cet égard, accordent aujourd'hui à la devise de leur régime républicain fondé en 1960 : un peuple, un but, une foi.

Si la religion musulmane est très majoritaire au Mali et si les normes et les pratiques islamiques ont marqué l'histoire sociale et politique de l'espace national, non seulement on ne peut réduire les Maliens à un tel énoncé, mais l'islam n'a pas non plus toujours été une « religion publique ». Elle l'est devenue, dans une conjoncture où la libéralisation de l'économie au milieu des années 1980, pilotée par les organisations de Bretton Woods, croise la démocratisation initiée au début des années 1990 qui, au-delà de la sortie d'une dictature à bout de souffle, va vite évacuer les enjeux politiques. Si le flou entretenu entre libéralisation économique et liberté politique révèle le *hiatus* idéologique d'une démocratie perçue par les Maliens comme le cheval de Troie d'une mondialisation économiquement injuste et socialement déstructurante, les acteurs musulmans vont pourtant investir ce processus et en tirer un profit important en termes social et politique.

En effet, en accédant à l'espace public, les organisations musulmanes vont bénéficier du retrait de l'État à la fois dans son contrôle politique du religieux (effet de la démocratie) et sa capacité à mener des politiques publiques dans les domaines de la santé, l'éducation et la pauvreté, jugés trop coûteux (effet de la libéralisation). Ce délestage programmé de l'action publique vers le secteur privé – ONGs de la société civile inclues – va conduire la société malienne à sortir progressivement du politique et cesser de considérer que l'État libéral peut améliorer ses conditions de vie. Parallèlement, cette même société malienne va adhérer de plus en plus aux discours et aux valeurs des acteurs islamiques, lesquels ne se bornent plus à interpeler l'État, mais s'engagent dans un repositionnement qui les font passer du débat sociétal (les valeurs) au débat social (l'action). Le multipartisme et la liberté d'expression engendrés par la démocratisation ont très tôt reconduit la logique du consensus et de l'évidement idéologique des partis, qui vont fonctionner à la manière de factions, où priment parenté et clientèles électorales. Le Mali post-1991, comme bien d'autres pays en Afrique de l'ouest, n'aura pas réussi à concevoir une opposition mature et légitime apte à assurer une alternance politique. Faute d'avoir une quelconque prise sur les politiques économiques et sociales qui sont définies ailleurs, les partis servent à accéder au pouvoir et à bénéficier de la rente que celui-ci génère. La « politique » des partis au Mali – mais on peut y voir nombre de similitudes sous nos latitudes – n'est que l'art de satisfaire les bailleurs et investisseurs soucieux d'indicateurs formels de « bonne gouvernance », de stabilité juridique du champ économique, tout en veillant à se présenter devant l'opinion comme un rempart face à un Occident acculturant. Et de ce point de vue, l'État et les partis n'hésitent pas à courtiser l'électorat musulman, en recherchant l'appui de tel imam ou de tel guide spirituel, en

finançant telle cérémonie religieuse ou telle action caritative, ou en accordant la création d'un ministère des Affaires religieuses.

De fait, l'entrée des acteurs musulmans en politique ces dernières années n'est pas passée par le champ électoral, pas plus que par l'islamisme d'ailleurs, mais par la mutation des associations musulmanes en ONG confessionnelles au tournant des années 2000. Celles-ci vont s'investir dans l'action sociale et prendre la forme d'une société civile islamique, certes fragmentée, mais dont la légitimité se voit renforcée à mesure que les pouvoirs publics perdent la leur. Cette société civile islamique va acquérir une dimension politique en interpelant le pouvoir au nom de l'intérêt général mais aussi en agissant dans le secteur du développement, récupérant ainsi le volontarisme auquel l'État a renoncé. Aussi, face à la vacuité politique des institutions, et fort de sa visibilité dans l'action publique, la sphère islamique malienne – un énoncé essentialiste, mais requis par les acteurs musulmans sous l'expression « Oumma malienne » –, va peu à peu changer de nature au gré d'un clivage revisité entre Wahhabites et Malékites[3].

Ces derniers sont historiquement majoritaires au Mali et se caractérisent par une tradition de la guidance, du charisme et de l'initiation, assortie de pratiques tournées vers le culte des saints. Toutefois, la perception pacifique et intramondaine dont ils jouissent ne doit pas faire oublier que les Malékites ont théorisé et mis en pratique le djihad comme mode de conquête du pouvoir, notamment au Nigeria à la fin du XVIIIe siècle et au Mali au XIXe siècle. De leur côté, si les Wahhabites sont porteurs d'un prosélytisme qui s'est politisé depuis l'Arabie avec la prise de pouvoir des Saoud, et s'ils constituent un courant minoritaire qui accuse une faible profondeur historique, ils n'en représentent pas moins une légitimité fondée sur une réislamisation africaine, qui s'exerce au Mali depuis les années 1940 autour d'une réforme tout autant doctrinale qu'éducative.

Sans minimiser les inquiétantes radicalisations qui sont apparues au grand jour au nord du Mali, la question du clivage religieux ne porte pas sur une opposition entre islam autochtone et islam importé, ni entre compatibilité républicaine et radicalisme islamique, pas plus qu'il ne résulte d'un affrontement doctrinal. Il témoigne en réalité d'un rapport de force qui s'exerce au sein de la sphère islamique, dans une conjoncture de discrédit des institutions politiques et de paupérisation de la société. De fait, si les Wahhabites ont pu acquérir un incontestable leadership religieux, et ce dès les années 1980, c'est certes grâce à leur capacité d'organisation et à l'aide financière saoudienne, mais c'est surtout grâce à leur aptitude à proposer un certain consensus islamique, alors que les mouvements malékites, aussi majoritaires soient-ils, génèrent d'incessantes compétitions liées à leurs logiques d'autonomie et de charisme.

Forts de cette capacité appréciée d'un pouvoir politique toujours soucieux de contenir l'effervescence religieuse, les Wahhabites vont, à la fin des années 2000, capitaliser ce leadership pour institutionnaliser le salafisme qu'ils souhaitent voir advenir au Mali. En 2008, ils conquièrent la présidence du Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM) puis, en 2009, ils mobilisent très largement l'opinion contre la réforme du code de la famille et des personnes. Enfin, en 2011, ils s'impliquent dans la campagne présidentielle, à la fois par le haut, avec l'élection du Secrétaire général du HCIM en tant que président de la Commission Electorale Nationale Indépendante, et par le bas, en sollicitant et réifiant un « électorat musulman » en quête de changement sociétal et politique.

C'est dans ce contexte d'émergence d'une sorte de « parti de l'islam », non pas au sens constitutionnel, mais dans le fait qu'une opinion musulmane a pu imposer à l'État et aux partis des accommodements sans précédent à l'égard du salafisme, qu'éclate le conflit armé au nord du Mali. Tandis que celui-ci va passer d'une revendication indépendantiste ethno-régionaliste à un djihad hybride qui impose par la force une charia littérale[4], les Wahhabites renforcent leur stratégie de normalisation du salafisme et prennent une série d'initiatives qui vont aboutir à une polarisation de la sphère islamique malienne, mais aussi de l'actualité politique du religieux.

Deux jours après le début du conflit, le 19 janvier 2012, le président du HCIM se déclare favorable à l'instauration d'une république islamique au Mali, sous réserve de respecter le jeu démocratique. En juin 2012, et tandis qu'il vient d'obtenir la création d'un ministère des Affaires Religieuses et du Culte, le même président du HCIM mettra plusieurs jours à condamner la destruction des mausolées de Tombouctou, un silence qui sera interprété comme un soutien implicite aux djihadistes. Enfin, deux mois après la proclamation de l'État Islamique de l'Azawad, le HCIM veut aller plus loin que l'acheminement, pourtant ô combien symbolique, de convois humanitaires à destination des populations du nord et organise en septembre 2012 un atelier interne afin d'établir une charte sur les conditions raisonnables d'application de la charia, charte qui devait servir de base de dialogue avec les islamistes armés.

En réaction à cette hégémonie salafiste, une plateforme d'opposition malékite, menée par le très populaire Chérif Ousmane Manani Haïdara, se constitue fin 2011 sous le nom de Groupement des Leaders Spirituels Musulmans du Mali. En se situant ici dans la double perspective des élections générales et du renouvellement des instances du HCIM, cette plateforme va revendiquer le rétablissement de la représentativité de l'islam malékite au sein du HCIM et le maintien du pacte républicain, avec une séparation stricte entre le politique et le religieux. Tout au long du conflit, et par la suite encore, les Malékites vont ainsi prendre le contre-pied des Wahhabites, en réaffirmant la nécessaire autonomie des organisations musulmanes en tant que telles, mais aussi comme composantes légitimes de la société civile malienne.

Alors que la crise au nord semble s'achever d'un point de vue militaire, les acteurs de la plateforme malékite paraissent avoir eu gain de cause. Mais si le projet d'une république islamique se voit désormais battu en brèche, le « parti de l'islam » n'est nullement dissout. Tandis que l'élection présidentielle est imminente, les acteurs malékites ne cessent d'interpeller les pouvoirs publics pour dénoncer les prêches politisés et les consignes de vote dans les mosquées. Interpellation vaine, car l'État par intérim n'est nullement en capacité d'imposer quoi que ce soit aux mosquées, tandis que la majorité des Maliens est plus préoccupée par le coûteux Ramadan qui s'annonce que par une élection pilotée par la communauté internationale.

Il reste qu'au fil de ces cinq dernières années marquées par le volontarisme wahhabite, une certaine raison populiste du religieux aura permis de réenchanter le débat politique malien, en suscitant une opposition et même une conflictualité qui avait été évacuée par la démocratie exemplaire. Pourtant, n'est-ce pas la conflictualité qui est au fondement de la politique ? Cette demande de normes et de justice dont a témoigné la société malienne à travers cette crise peut-elle faire encore l'économie de la politique en se réduisant à une élection vidée de tout enjeu et qui risque d'imposer, non plus une raison, mais une déraison islamique ?

***Gilles Holder, chercheur CNRS au Centre d'études africaines (CEAf), auteur de *l'Islam, nouvel espace public religieux en Afrique* (Karthala, 2009).**

1. « Mon pays S.A. » est l'un des titres majeurs du groupe de rap malien Tata Pound, sorti en 2001 dans l'album Ni Allah Sonama (« Si Dieu accepte »), et qui fait ici référence aux privatisations des entreprises publiques maliennes imposées par les ajustements structurels.
2. La raison populiste, Seuil, 2008
3. Au sein du sunnisme, la réforme dite « wahhabite » a été mise en place par Muhammad ibn 'Abd al-Wahhâb (1703-1792), en se fondant sur l'école juridique fondamentaliste de l'imam Ahmad ibn Hanbal (780-855) et en s'opposant de fait à celle de l'imam Mâlik ibn Anas (771-795), ou Malékisme, qui prévaut historiquement en Afrique de l'ouest et au Maghreb. C'est d'ailleurs au Maghreb que la réforme wahhabite a été « réfutée » (radd) au début du XIXe siècle, lors de la prise des lieux saints par les Saoud.
4. En l'occurrence une lecture fondée sur un rejet de la jurisprudence qui prévaut largement dans le monde sunnite et qui a construit au fil des siècles une quasi impossibilité procédurale de l'appliquer

Trafic ou commerce ? Des échanges économiques au Sahara contemporain

Auteur : Judith Scheele*
Date : 07/2013

Le monde s'intéresse de nouveau au commerce transsaharien. Depuis que le nord du Mali a déclaré son indépendance, sous le drapeau toujours inquiétant des « islamistes » de toutes les couleurs, les liens entre « trafics » et « djihad » semble aller de soi. Ainsi peut-on lire dans le *Daily Telegraph* du 26 janvier 2013, que les « usagers britanniques de la cocaïne aident au financement des groupes islamistes terroristes » au Sahara. Des idées similaires sont véhiculées à travers l'ensemble de la presse et dans de nombreux rapports officiels qui informent la politique des gouvernements européens. Alors que tout le monde cherche des renseignements de première main et que rares sont ceux qui en trouvent réellement, le postulat selon lequel « le trafic », c'est-à-dire les trafics de drogues et d'armes, alimente « le terrorisme » n'est jamais vraiment questionné. Pourtant, jusqu'à présent, mis à part quelques cas précis, rien n'a démontré qu'il existait un lien durable et organisationnel entre les deux. Nous sommes donc sur le terrain du sens commun (occidental) qui est, comme toujours, glissant. Et en l'occurrence, toute appréciation erronée de la situation actuelle au Sahara peut avoir des conséquences très graves sur la vie et la survie des populations locales, aujourd'hui et dans les décennies à venir. L'accent mis presque systématiquement sur le commerce de la drogue nie l'historicité des rapports sociaux et économiques mis en jeu et la nature réelle de la plupart des échanges entrepris, qui portent principalement sur des produits alimentaires et de consommation de base. Interrompre de tels échanges au nom de la lutte « mondiale » contre le terrorisme et le narcotrafic paraît donc impossible, et la seule tentative d'y parvenir risque de détruire de fragiles équilibres régionaux, ce qui ne ferait qu'aggraver la situation actuelle. Le présent texte vise à démontrer l'ancienneté des relations mises en jeu et leur enracinement dans les liens de sociabilité de la région, puis à décrire le rôle somme toute marginal du commerce de la drogue dans ces réseaux d'échanges, et finalement à indiquer les contradictions internes du lien présumé organique entre « trafic » et « terrorisme islamique ».

Le Sahara a de tout temps été une terre d'échanges : une région où, dans la durée, la survie des populations locales dépendait des stratégies de négoce avec leurs voisins plus ou moins proches. Le commerce y est au cœur des économies locales, essentiel pour leur subsistance, et il constitue dans bien des endroits la motivation majeure de l'établissement des lieux de sédentarisation. La vaste majorité de ces échanges se déroulait à une échelle plutôt modeste et concernait des marchandises bien prosaïques : des dattes, des céréales, du bétail, de la main-d'œuvre. Des entreprises plus vastes s'y greffaient, certes, au gré de la conjoncture, mais l'infrastructure de base qui reposait sur des liens sociaux et des besoins de ravitaillement en vivres restait nécessairement régionale. Ainsi, l'économie d'échange n'y est pas un plus qui met en relation des structures sociales et des lieux existants, mais elle les crée et les maintient : la mobilité et les relations extérieures n'y sont pas une menace, mais une nécessité, pas une exception qui indiquerait une crise, mais une condition *sine qua non* de la vie locale. Ces échanges n'ont pu être organisés que grâce à des réseaux familiaux dispersés, maintenus et étendus par des contacts fréquents, des mariages répétés, et des relations de patronage, souvent doublés d'échanges religieux. Cela ne veut pas dire que le Sahara historique constituait un monde pacifique, égalitaire et joyeusement « mondialisé » avant la lettre, mais plutôt que toute capacité d'exploitation des ressources et du travail des autres était nécessairement projetée dans l'espace, et intimement liée au potentiel de mobilité des uns et des autres.

Avec les changements politiques, économiques et techniques survenus lors de la colonisation, les guerres mondiales, puis les indépendances nationales, ces échanges se sont modifiés. La mécanisation des transports a permis aux commerçants de contrôler eux-mêmes la mobilité de leurs marchandises, avec le résultat qu'un certain nombre de convoyeurs – ceux qui avaient accès aux capitaux nécessaires, souvent par leurs relations privilégiées avec les Etats alors présents dans la région – se sont reconvertis dans le commerce. Ainsi, certains acteurs ont su profiter de circonstances exceptionnelles pour asseoir

un quasi-monopole, d'autres ont tout perdu : mais comme avant, succès ou échec dépendait largement de leur capacité à tirer profit des réseaux sociaux régionaux qui, *mutatis mutandis*, semblent survivre aux changements, et à les adapter aux nouvelles circonstances. Les hasards des voyages transsahariens et les aléas politiques dans la région restaient tels que, même au volant d'un camion tout-terrain, on était obligé de pouvoir compter sur le soutien de ses amis, collègues et cousins tout au long du trajet. D'autant plus que les priorités restaient largement les mêmes : il serait erroné de tenter d'expliquer le commerce comme un but en soi, là où il est souvent un moyen de faire fonctionner des réseaux sociaux. Là où l'on pourrait penser que ce sont des mariages stratégiques qui permettent le succès des opérations commerciales, du point de vue local, il s'agit plutôt du commerce qui permet de contracter des mariages prestigieux, avec tout ce que cela veut dire en terme de renégociation des hiérarchies sociales locales et régionales – observation qui est d'ailleurs toujours valable aujourd'hui.

Malgré sa longévité et son enracinement social, ce commerce a toujours été très adaptable à la conjoncture régionale, voire mondiale. Depuis les indépendances, le bétail venant des pays du Sahel n'est donc plus (ou peu) échangé contre des dattes, mais plutôt contre de la semoule, des biscuits, des pâtes alimentaires et du lait en poudre subventionnés au Maghreb et interdits à l'exportation. Du point de vue des pouvoirs publics, ces échanges sont illégaux, mais localement ils sont considérés comme légitimes car indispensables au ravitaillement de la région. D'ailleurs, les douaniers, gendarmes et autres policiers postés le long des pistes sahariennes ferment souvent les yeux sur ces pratiques, moyennant rétribution, lorsqu'ils n'y participent pas eux-mêmes. Il ne faut donc surtout pas penser le commerce saharien moderne comme évoluant en marge des Etats, ou parler des commerçants comme s'ils ne connaissaient ni pays ni frontières : au contraire, ces facteurs géographiques sont essentiels au bénéfice qu'ils peuvent espérer de leur travail, et ont une grande influence sur les modalités d'échanges dans la région. Les Etats régionaux ne fournissent pas seulement des produits subventionnés, et des infrastructures routières (souvent rudimentaires, certes), mais leurs agents jouent un rôle actif dans le commerce, en protégeant les uns ou les autres, en y investissant eux-mêmes, ou en fournissant des capitaux aux jeunes qu'ils jugent prometteurs. Si, dans ces régions, l'Etat ne se comporte pas comme les institutions onusiennes le souhaiteraient (mais quel Etat le fait ?), cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas, ou qu'on peut l'écarter de l'analyse. Depuis une trentaine d'années, d'autres activités commerciales, transsahariennes voire transcontinentales, se sont greffées sur ces infrastructures transfrontalières : des cigarettes d'abord, puis des armes et des stupéfiants. Ce commerce, en s'appuyant sur une main-d'œuvre locale, a entraîné la restructuration d'une partie des réseaux commerciaux régionaux et remis en cause d'anciennes hiérarchies sociales locales et régionales. La drogue vient de l'Amérique du Sud, et repart, pour la plus grande partie, loin du Sahara. Vu les distances parcourues et l'ampleur des capitaux requis, ce commerce demande une organisation sophistiquée et transnationale à laquelle les transporteurs sahariens ne participent que de manière marginale et subalterne. Et malgré leurs récits interminables des traversées héroïques du désert, la gendarmerie en chasse, ils en sont bien conscients. Les jeunes transporteurs de drogue sont les salariés des patrons qui résident sur place, mais qui agissent à leur tour pour le compte d'organisations plus larges, localement appelées « mafias » d'après les films d'Hollywood suivis à la télévision. Ces « mafias » seraient organisées comme des Etats : avec un « ministère des Affaires étrangères », un « ministère des Finances », un « ministère de la Justice », une « police », une « armée » - d'ailleurs, chuchotent les uns et les autres, « tout le monde sait » que le trafic est entre les mains de « hauts dignitaires de l'État » : une description qui reflète leur propre marginalité, mais peut-être pas seulement. Comme indiqué plus haut, les Etats ont toujours été indispensables à de grandes opérations commerciales dans la région, et les arrestations récentes (et souvent très temporaires) d'agents de l'Etat dans le nord du Mali montrent clairement que ces logiques perdurent. Ainsi, une politique qui vise à renforcer la capacité de l'Etat dans la région pourrait par là même renforcer les capacités d'organisation des « mafias » : ici comme ailleurs, pour tous ceux qui cherchent à établir une organisation régionale, il est toujours plus économique de se greffer sur des structures qui existent déjà – et qui, comme l'Etat, sont faciles à comprendre de l'extérieur.

Du point de vue des petits fraudeurs, c'est précisément ce lien ou au moins cette ressemblance avec l'Etat qui rend les « mafias » suspectes (en plus du fait que, quoiqu'on en dise, il ne peut pas y avoir de doute que les drogues sont *harâm*[1](#)[1], ce dont s'accommodent les jeunes, mais qui posent plus de

problèmes pour un père de famille respectable et respecté). Si le transport de la drogue peut enrichir très rapidement, l'argent ne vaut que là où il peut être converti en prestige social. Tout le monde ne réussit pas à se faire recruter par des « mafias », et peu de gens ont envie de passer leur vie dans une position de dépendance. Le commerce de la drogue reste donc, somme toute, marginal dans un monde d'échanges qui portent toujours majoritairement sur des vivres, du pétrole, des voitures, du bétail, et d'autres produits de première nécessité. Même les chauffeurs de la drogue sont le plus souvent payés en voitures, et se trouvent donc rapidement en mesure de se mettre à leur propre compte, d'employer leurs cousins et petits frères, et ainsi de perpétuer des relations régionales et familiales anciennes. Par conséquent, la plupart des familles commerçantes font un peu de tout : du commerce de sel et de bétail, de l'élevage, de l'immobilier pour le grand frère, de la fraude de vivres et de la cigarette pour les jeunes avant qu'ils ne songent à se marier. Le « trafic », distingué localement de la fraude, est donc à la fois extérieur et intérieur aux structures sociales locales : il est intégré dans des parcours de vie comme une possibilité d'enrichissement parmi d'autres, mais il reste en grande partie sujet aux systèmes de valeurs locaux.

Qu'en est-il, donc, des « terroristes islamistes » dans tout cela ? Au Mali, les média et même de nombreux « experts » supputent qu'ils sont venus d'ailleurs, qu'ils ont pris le contrôle ou même qu'ils aient importés des « trafics criminels », et qu'ils ont ainsi criminalisé toute une zone, largement indépendamment de la volonté des populations locales. Or, il est important de tenir compte des dynamiques locales, ne serait-ce que pour se prémunir des généralisations trop hâtives. D'abord, cela fait longtemps qu'il y a des « islamistes » - c'est-à-dire des gens qui prônent une version réformiste, hautement politisée et parfois militarisée de l'Islam - au nord du Mali, et si une partie d'entre eux vient en effet d'Algérie, cela fait partie des relations transfrontalières qui existent depuis toujours. Comme leurs prédécesseurs, les Algériens qui arrivent « du maquis » pour se « reposer » au nord du Mali depuis les années 1990 se sont conformés au modèle historique : ils se sont mariés sur place, et sont ainsi rentrés dans des conflits religieux et socio-économiques de longue date, et c'est sous cet angle – et non pas celui d'un « djihad mondial » - que leurs positions religieuses et politiques sont d'abord lues localement. Souvent, d'ailleurs, ils ne sont pas seuls : des Maliens ont depuis longtemps été recrutés pour se battre en Algérie, et nombreux sont ceux qui résident ou ont résidé en Algérie. Si ces « islamistes », venus d'ailleurs ou pas, ont essayé de trouver leur place dans les réseaux d'échanges régionaux, ils ne les contrôlent ni plus ni moins que d'autres. Mais à l'instar d'autres groupes qui parlent et agissent au nom de la religion, ils doivent faire attention de ne pas y être associés de trop près. Car, si vu de l'extérieur, il est facile d'écarter tout appel à la religion comme étant stratégique, localement, les discours de justice, de droit et de pureté basés sur l'Islam ont une grande force, mais sont aussi toujours âprement disputés. Finalement, là où, avec les événements de 2012, ces « islamistes » sont forts militairement, ils ont certainement offert des escortes ou pris de l'argent en contrepartie de la protection des fraudeurs de tout genre mais, en cela, ils n'agissent pas différemment de tous ceux qui disposent, temporairement ou à long terme, des moyens de la violence : les agents de l'Etat, les groupes tribaux puissants, des groupes armés (aussi appelés « mafias »). Les imbrications entre intérieur et extérieur, logiques locales et régionales sont donc multiples, comme elles l'ont toujours été.

***Judith Scheele, chercheur à All Souls College, université d'Oxford, auteur de Smugglers *and Saints of the Sahara : regional connectivity in the twentieth century* (Cambridge, University Press, 2012) et *Saharan Frontiers : Space and Mobility in Northwest Africa*, (dir. avec J. McDougall), Bloomington & Indianapolis, IN, Indiana University Press, 2012.**

1. illicites

Sahel et Sahara : ni incontrôlables, ni incontrôlés

Auteur : Julien Brachet*
Date : 07/2013

Le Sahel est fréquemment dépeint comme une « zone grise » incontrôlable et incontrôlée où il serait difficile de savoir ce qui s'y passe, et plus encore d'avoir prise sur ce(ux) qui y passe(nt). L'image de la « zone grise », utilisée depuis quelques années tant par les médias et les hommes politiques que par nombre « d'experts », renvoie à l'idée d'espaces peu, sous, mal ou non contrôlés, par des États « fragiles », « déliquescents » ou « faillis », voire « voyous », pour reprendre une terminologie politique et militaire dorénavant courante[1]. La diffusion de ces notions à propos du Sahel, et de nombreux autres espaces à travers le monde, fait suite à la mise en oeuvre des politiques de lutte contre le terrorisme au cours des années 2000 et, notamment, la *Global War On Terror* du gouvernement des États-Unis d'Amérique. Peu après que la Pan Sahel Initiative n'ait été transformée et élargie en *Trans-Saharan Counter Terrorism Initiative* en 2005[2], un rapport préparé pour l'armée étasunienne marqua une étape dans la définition et la popularisation de la notion d'espace « incontrôlé ». Intitulé *Ungoverned Territories: Understanding and Reducing Terrorism Risks*, ce rapport de 2007, dont un chapitre porte sur l'Afrique de l'ouest, affirme que ces espaces sont les principaux foyers de développement des activités illégales, et spécialement des menaces terroristes, en raison de l'absence de pouvoir étatique[3]. La notion d'*ungoverned territories* et ses diverses déclinaisons floues, peu usitées jusqu'alors, allaient se trouver au cœur de toute une série de rapports politiques et militaires qui se sont succédé au cours de la seconde moitié des années 2000, validant et popularisant leur utilisation[4]. Depuis, les régions sahariennes et sahéliennes ont été qualifiées à d'innombrables reprises de régions incontrôlées et incontrôlables, « d'arc de crise » et de « zones grises », autant d'expressions devenues les slogans des experts de la géopolitique sécuritaire à travers le monde, repris sans ambages dans les discours politiques et les médias. Pour autant, ces expressions - au sens flou et auxquelles aucun contenu n'est précisément assignable- ne disent que peu de choses des régions qu'elles qualifient, de la vie quotidienne de leurs habitants, de leurs histoires, de leurs organisations politiques ou de leurs économies. Au contraire, elles induisent en erreur.

À l'inverse de l'impression que donne l'image de la « zone grise », au Sahel et au Sahara les Etats sont bel et bien présents et contrôlent la grande majorité de leurs territoires à travers leurs agents, même si ces derniers font souvent autre chose que ce que les institutions internationales attendent d'eux. Les instituteurs, les représentants des services sociaux ou les agents des eaux et forêts sont peut-être peu nombreux, mais ils sont présents, et aucun commerçant, migrant ou simple voyageur ne dira que les douaniers, les policiers, les gendarmes et autres militaires n'y sont pas visibles et très actifs, quitte à ce que leurs activités soient peu en adéquation avec leurs missions officielles, voire totalement illégales (corruption, racket, trafics marchands)[5]. Toutes ces activités, légales ou non, sont partout organisées, régulées et connues, et participent d'une structuration des espaces et de leur contrôle. Le Sahel comme le Sahara -deux zones certes marquées par la continuité, mais trop souvent indifférenciées[6]- ne sont pas des espaces déterritorialisés, comme cela peut parfois être affirmé, mais à l'inverse, des espaces où l'on peut distinguer des figures spatiales structurantes et des ancrages profonds aux territoires[7]. La plupart des habitants de ces régions ont été à l'école, au moins quelques années, et ont appris la géographie de leur pays : si les frontières des Etats ne sont pas toujours physiquement visibles, et sont souvent franchies par des individus ne possédant pas les papiers leur permettant légalement de les franchir, elles sont aujourd'hui bien présentes dans la tête des gens, au-delà des seuls agents chargés de leur surveillance. Un demi-siècle d'indépendance nationale a produit des effets performatifs sur la manière dont les populations locales perçoivent ces espaces, donnant corps à l'idée de territoire national, ce qui permet d'ailleurs sa remise en cause. Considérer que ce désert constitue un espace lisse et sans frontière revient à épouser un discours exotique qui trouve ses racines au temps des explorations puis de la colonisation. Les bergers avec leurs zébus ou leurs dromadaires savent où ils se trouvent et ce qui est inscrit sur leur carte d'identité, tout comme les rebelles armés et les fraudeurs. Ils ne sont pas plus Songhaïs, Touaregs, Arabes ou Toubous que Maliens ou Nigériens (excepté dans les rares cas de forte revendication identitaire, ou au contraire de volonté de dépassement des

appartenances ethniques). Et lorsque des frontières nationales sont franchies, chacun est parfaitement conscient d'avoir changé de pays, et sait que ce n'est pas la même chose de risquer d'être confronté aux militaires maliens, nigériens, tchadiens ou algériens, voire aux militaires français.

D'autres formes de contrôle territorial ne sont pas liées aux limites étatiques mais reposent davantage sur l'organisation agricole et pastorale et sur l'accès aux ressources naturelles, notamment aux puits et aux pâturages. Les productions économiques locales structurent en effet davantage les territoires que ne le font les grands trafics illicites médiatisés. Par exemple, le trafic de cigarettes dégage certes des revenus énormes, mais il est concentré entre quelques mains et, au final, ne fait pas vivre grand monde et n'a que peu d'incidences spatiales. Il en va de même pour les trafics d'armes ou de drogues, qui impliquent trop peu d'acteurs pour être réellement structurants, malgré les grands intérêts financiers en jeu. Aussi, en ces temps troublés de guerre au Mali, il est important de rappeler que l'immense majorité des habitants du Sahel et du Sahara ne sont bien évidemment ni des trafiquants, ni des djihadistes, mais des éleveurs, des agriculteurs, des commerçants, des fonctionnaires, des chauffeurs, des mécaniciens et autres « débrouilleurs ». Certes, il existe aussi, parfois, des portions de territoires nationaux qui échappent à tout contrôle étatique (et non pas à tout contrôle), comme on a pu y assister au Mali en 2012, lorsque des groupes armés se sont emparés de territoires qu'ils ne faisaient jusqu'alors que traverser. Bien que la nature et l'ampleur de ce qui s'est passé au Mali soient jusque là inédites, il ne s'agit toutefois pas d'un phénomène totalement nouveau, puisqu'à chaque rébellion ou guerre dans la région, des situations similaires ont pu être observées. Mais globalement, les espaces et les circulations sont de plus en plus contrôlés au Sahel comme au Sahara. La technicisation croissante des méthodes de surveillance a beaucoup joué dans le renforcement des postes de contrôle douanier. Depuis quelques années, des dizaines de postes de contrôle ont été créés le long des frontières des Etats sahéliens, avec une assistance technique très importante des Etats européens et une collaboration plus ou moins active des Etats africains. La politique de renforcement des moyens financiers et matériels alloués au contrôle des frontières maritimes de l'Europe, qui s'est incarnée dans la création de l'agence européenne Frontex8, est en train de s'étendre aux frontières terrestres de Afrique de l'ouest avec l'aide, cette fois, des Etats-Unis d'Amérique. La volonté de contrôle des migrants, qui prévalait dans la création de Frontex, et la lutte contre le terrorisme, qui prévaut dans l'implication étasunienne en Afrique de l'ouest, ne sont pas pensées ensemble ; mais, de fait, le contrôle croissant des espaces sahéliens et sahariens qui en résulte perturbe les systèmes migratoires et commerciaux intra-africains qui animent de longue date ces espaces, au détriment des populations locales9.

Ainsi, les régions sahéliennes et sahariennes qui échappent entièrement au regard des autorités publiques semblent rares, circonscrites et ne le sont éventuellement que de manière éphémère ; elles n'en sont pas pour autant des régions où aucun acteur n'exerce de contrôle sur l'espace, bien au contraire10. Sahel et Sahara apparaîssent en effet principalement comme animés de luttes fréquentes, pas toujours armées, pour le contrôle des territoires. Et parmi les acteurs de ces luttes se retrouvent souvent les agents des Etats. Ainsi, s'il existe des lieux peu, mal, voire pas contrôlés par les Etats au Sahel et au Sahara, cela ne fait pas pour autant de ce tiers du continent une « zone grise en crise ».

***Julien Brachet, chercheur IRD à l'UMR Développement et sociétés à l'Université Paris 1, auteur de *Migrations transsahariennes. Vers un désert cosmopolite et morcelé (Niger*), Paris, éditions du Croquant, 2009, 322 p. et dernièrement de "Movements of People and Goods : Local Impacts and Dynamics of Migration to and through the Central Sahara", in J. McDougall and J. Scheele (eds), *Saharan Frontiers : Space and Mobility in Northwest Africa,* Bloomington & Indianapolis, IN, Indiana University Press, 2012, p. 238-256.**

1. François Gaulme, 2011, « "États faillis", "États fragiles" : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale », Politique étrangère 1/2011, p. 17-29. Voir également Robert I. Rotberg (ed.), 2004, When States Fail: Causes and Consequences, Princeton, NJ, Princeton University Press.

2. Sur ces programmes d'assistance militaire, voire notamment : Alain Antil, 2006, « L'Afrique et la "guerre contre la terreur" », Politique étrangère 3/2006, p. 583-591 et Antonin Tisseron, 2011, « Enchevêtrements géopolitiques autour de la lutte contre le terrorisme dans le Sahara », Hérodote (142), p. 98-107.
3. Angel Rabasa, et al., 2007, Ungoverned Territories: Understanding and Reducing Terrorism Risks, Rand Corporation Report for the United States Air Force, 364 p. Pour une critique du lien présumé entre fragilité de l'État et développement des activités terroristes, voir notamment Alain Antil et Aline Leboeuf, 2007, « Etats fragiles et terrorisme, un lien ambigu », in Etats et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement, J.-M. Châtaigner et H. Magro (ed.), Paris, Karthala, p. 191-212.
4. Voir par exemple Robert G. Berschinski, 2007, "AFRICOM's Dilemma: The "Global War on Terrorism" "Capacity Building," Humanitarianism, and the Future of U.S. Security Policy in Africa", Strategic Studies Institute, United States Army War College, 77 p., rapport dans lequel le Sahel est qualifié d'espace visiblement et notoirement incontrôlé (ungoverned space) depuis 2003. Voir également Robert D. Lamb, 2008, Ungoverned Areas and Threats from Safe Havens, Final Report of the Ungoverned Areas Project, Office of the Under Secretary of Defense for Policy, USA, 62 p. : dans ce rapport destiné au ministère étasunien de la Défense, les régions du Sahel et du Sahara sont qualifiées de ill-governed ou misgoverned.
5. Sur les taxations illégales des voyageurs sahéliens se rendant au Maghreb, voir notamment Julien Brachet, 2009, Migrations transsahariennes. Vers un désert cosmopolite et morcelé (Niger), Paris, Éditions du Croquant.
6. Denis Retaillé et Olivier Walther, 2011, « Guerre au Sahara-Sahel : la reconversion des savoirs nomades », L'information géographique 76 (3), p. 51-68.
7. Armelle Choplin et Olivier Pliez (ed.), 2011, « Dossier : Sahara et Sahel, territoires pluriels », Mappemonde (103), URL : http://mappemonde.mgm.fr/dos_sahara.html
8. Efthymios Papastavridis, 2010, "'Fortress Europe' and Frontex: Within or Without International Law?", Nordic Journal of International Law, 79 (1), p. 75-111 ; Nick Vaughan-Williams, 2008, "Borderwork beyond Inside/Outside? Frontex, the Citizen–Detective and the War on Terror", Space and Polity, 12 (1), p. 63-79.
9. Julien Brachet, 2011, "The Blind Spot of Repression: Migration Policies and Human Survival in the Central Sahara", in Transnational Migration and Human Security. The Migration-Development-Security Nexus, T.-D. Truong et D. Gasper (eds), Berlin-New York, Springer, p. 57-66.
10. Bartosz Stanislawski, 2008, "Para-States, Quasi-States, and Black Spots: Perhaps not States, but not 'Ungoverned Territories' Either", International Studies Review 10 (2), p. 366-396.

The New Resource Regionalism in North Africa and the Sahara

Auteur : Geoff D. Porter*
Date : 07/2013

At the beginning of June 2013, Libyan hydrocarbons production plummeted. Prior to June, the country's hydrocarbon sector was a post-revolutionary success story. During the 17 February Revolution against the regime of Colonel Muammar Qadhafi, oil production ceased entirely. From February to March 2011 production went from approximately 1.5 million barrels per day (mbpd) to zero barrels. However, after Tripoli fell in September 2011 and the transitional government was stood up, production almost immediately rebounded. It went from 0mbpd in December 2011 to 900,000bpd in January 2012 and then continued to push upwards, finally peaking and leveling off at slightly more than 1.5mbpd. The recovery of the sector was remarkable, but it was also critical: prior to the revolution oil exports accounted for more than 95% of Libya's hard currency receipts and almost the entirety of the country's GDP. If the post-revolutionary government was going to succeed, it need oil revenue as badly as the Qadhafi regime did. To the Libyan hydrocarbon sector management's credit, production remained relatively steady throughout 2012 and into the first quarter of 2013. But it crashed in June by almost 30% from 1.3mbpd to below 1mbpd. The precipitous production decrease was quickly rectified, bouncing back up to roughly 1.3mbpd, but then just as quickly, it fell again at the end of the month. What was causing these wild swings in production volumes was not a technical or mechanical problem nor was it a geological issue. Instead the production decreases were due to labor actions. Disgruntled and dissatisfied workers went on strike, they staged protests, and they formed blockades that prevented other workers from accessing production sites. The protestors' demands varied in their specifics, but the overall grievances were the same – workers wanted more benefits from the hydrocarbons sector.

The hydrocarbons sector labor actions in Libya are part of a new phenomenon in North Africa and the Sahara and they are mirrored by labor actions and worker unrest elsewhere throughout North Africa, the Sahara and the Sahel where workers are disrupting the operations of extractive industries and demanding a greater share of the wealth that these industries produce. The governments of North African, Saharan, and Sahelian countries are constrained in their ability to respond to this new phenomenon and as a consequence, it appears that local communities' willingness to actively struggle for a greater share of extractive industries revenue will be enduring feature of the North African, Saharan, and Sahelian political and economic landscapes.

North Africa and the Sahara-Sahel's extractive industries under threat

The protests that disrupted Libyan oil production are similar to protests that have disrupted other extractive industries operations throughout North Africa and the Sahara and Sahel. The June protests at Libya's Zueitina export terminal were only the latest in a series of protests that disrupted Libyan hydrocarbons activity since the end of 2012. In December 2012 protestors halted work at the Zawiya refinery in western Libya. In March 2013, operations at the Zawiya refinery, the Mellitah Oil and Gas Facility, fields operated by the Waha Oil Company, and a facility operated by the Sirte Oil Company were all disrupted by protestors. In April, a pipeline near Ajdabiya that feeds the Zueitina Oil Company facility was targeted by an RPG and shut-down. In May, protestors shut down operations at El Fil oil field. Subsequently, the labor actions shut down the Zueitina Oil Terminal and the Marsa El Hariga terminal. In June, Mellitah was disrupted yet again by a firefight among guards and protestors or militia members.

In Algeria, protestors in the southern Algerian towns of Ouargla and Ghardaia have staged large protests and marches since April 2013, demanding that the government invest more of its hydrocarbons revenue in the region and that local university graduates and laborers be awarded more

positions within Sonatrach, the Algerian state-owned energy company, that operates oil and gas production facilities in the region, but most notably at Hassi R'mel and Hassi Messaoud[1].

In Morocco, roughly 800 protestors staged a month-long sit-in in the mining town of Khouribga in March 2011 demanding more employment opportunities from the phosphate mining giant OCP Groupe. The protestors insisted that the children of local employees who had retired from OCP's mines in the region be hired to replace their parents instead of allowing workers from outside the region to fill the vacated positions. The protests grew violent, with protestors vandalizing and destroying the local OCP office and the police resorting to tear gas and batons to eventually disperse the protestors[2].

In the Mauritanian mining town of Zouerate 6000 protestors took to the streets on 28 May 2013 and after an initially peaceful protest attacked the governor's residence, administrative offices, the local sub-contractors office of Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM), the state-owned mining company, and the local radio station. The protestors were predominantly sub-contract workers to SNIM who were demanding direct employment from the company and higher wages. The May 2013 were only the most recent instance of protests that have been taking place on and off since 2012[3].

In April 2013 in Niger, protestors staged a three day protest against the China National Petroleum Company (CNPC) in Diffa, near the CNPC's Agadem block oil fields. Protestors were demanding that CNPC hire more local workers and that a revenue sharing agreement between the central government and the municipal government be implemented according to a prior agreement. The April protest followed an eight-day strike in March at the Agadem block over wage issues. The local labor union asked for a 300% pay increase[4].

Resource Regionalism

The protests that have targeted extractive industries in Mauritania, Morocco, Algeria, Libya and Niger can be loosely called a manifestation of "resource regionalism." Resource regionalism can be defined as the localized analogue to resource nationalism. Resource nationalism first appeared in the 1970s when many resource rich countries were emerging from colonialism and were taking their first furtive independent steps. One of the core concerns was that foreign firms – usually with close ties to former colonial rulers – continued to exploit the newly independent countries' natural resources and often under terms that were extremely favorable to the companies to the detriment of the country from which they were being extracted. During the 1970s newly independent governments nationalized their extractive industries – whether it was oil in Algeria and Libya or iron ore in Mauritania or phosphates in Morocco. Gradually, however, the new state-owned enterprises recognized that they could increase their revenue from resource extraction if they were to partner with foreign firms on new terms that were deemed more equitable to the state-owned enterprise and the host country[5]. This period of relatively mutually beneficial cooperation between SOEs and international firms last until the 2000s when commodities prices began to increase dramatically. The increase, driven by new demand from China and India, and increased consumption in the US and Europe, resulted in many governments reconsidering the terms that they had offered to international firms and many countries introduced reform legislation that sought to reduce international firms' percentage of the revenue derived from extractive industries and increase the state's share. To government decision makers, this made plain economic sense. Commodities were demanding a higher price in the marketplace and therefore states could demand a greater share of that revenue. Politicians rallied populist support for reform legislation by portraying the legislation as supportive of the overall national interest. International firms quickly dubbed the trend "resource nationalism."[6]

If resource nationalism was about states insisting on greater benefits from the extraction of the natural resources by foreign firms, then resource regionalism is about local communities demanding greater benefit from those same industries but at the expense of the central state. Resource regionalism is the local equivalent of resource nationalism.

Resource regionalism in and of itself is nothing new. It is a phenomenon that has been witnessed in other resource rich locales, most notably in Nigeria's Niger Delta, but also in the Kurdish region of Iraq, or even parts of the US where states that account for extractive industries activities demand greater benefits from those industries. In the Niger Delta, resource regionalism led to the emergence of the Movement for the Emancipation of the Niger Delta (MEND) whose stated goal was greater autonomy for Nigeria's Delta and Rivers states and a greater share of the oil revenue that was produced from oil deposits in those states. Resource regionalist tendencies in the Niger Delta became especially acute in the mid-2000s with the MEND extending its activities beyond protests and labor actions to include attacks on oil facilities and the kidnapping of expatriate personnel working at hydrocarbons sites.7 Likewise in the Kurdish region of Iraq resource regionalist sentiments fueled attacks on export pipelines in order to advance the goal of securing Kurdish autonomy from Baghdad and more hydrocarbons revenue for the Kurdish region. After Hurricane Katrina in 2005, the US state of Louisiana floated a proposal to extract more revenue from the hydrocarbons activities taking place in the Gulf of Mexico.

In North Africa and the Sahara, protests for more employment opportunities, better education, and better infrastructure have focused on the extractive industries because it is often the most high profile economic activity in a region that suffers from a deficit of economic opportunities. Saharan communities whether in eastern Niger, southern Algerian, southern Libya, or northern Mauritania often do not have a wide range of employment options. There is limited agriculture (including animal husbandry), the small and generally impoverished population does not support any but petty commerce, and the remoteness of these regions and the lack of infrastructure make the areas unattractive to manufacturers or light industry. There are, however, natural resource deposits of varying size that can be exploited.8 There are large oil reservoirs in southern Libya and large oil and gas reservoirs in southern Algeria. Mauritania has enormous iron ore deposits. Morocco has access to potentially the world's largest phosphates deposits and Niger has uranium deposits as well as relatively small oil reservoirs. These different natural resources have become increasingly attractive targets for exploitation in recent years as a combined result of decreasing deposits in more easily accessed locations throughout the world and greater demand for natural resource commodities throughout the world. When the international companies arrived and established themselves in remote parts of the Sahara and Sahel, they became the most prominent economic actor in any given region's immediate vicinity.

A second reason that the extractive industries have been targeted by popular protests is the perception that they are highly profitable industries, often accounting for large percentages of the states' GDPs. In some cases this is true – Algeria's In Amenas gas plant generated revenues of approximately US$5mn per day. Mauritania's iron ore mining centered around Zouerate accounted for 53% of the country's export revenue in 2011 or roughly US$1.5 billion. Morocco's phosphates industry accounts for roughly 4% of Moroccan GDP and almost 30% of Moroccan export revenue. The centrality of oil production to Libya's GDP is well documented, with oil exports accounting for more than 95% of export revenue. In other cases, it is less so. The Agadem block in Niger produces 20000 barrels per day, which is a relatively small in comparison with other oil production facilities throughout the Sahara, but is very significant in relation to the size of Niger's economy. Even the smaller extractive enterprises throughout the Sahara dwarf other economic activities.

A third reason that the extractive industries have been targeted by protestors is that extractive industries are generally environmentally damaging and local communities bear the brunt of the environmental impact of resource extraction. As a consequence, local communities argue that because they are more significantly impacted by extractive industries that they should receive a greater proportion of the industries' revenue, partially to address the environmental degradation that they industrial activity causes, but also to compensate local communities for worsened living conditions.9

And finally, the extractive industries are differentiated from other industrial activity by the belief that the resources being extracted are the patrimony of the entire nation. As natural resources, they are

something that exists for the benefit of the entirety of the population and that their exploitation should correspondingly benefit the entirety of the population. Unlike other economic activity like manufacturing or financial services, the extractive industries rely upon natural resources that exist independent of government policies and of legislation or regulations implemented by any one government. Likewise, there is a belief that natural resources should be exploited not just for the benefit of the present but that they should be conserved for future generations as well. This sense of national ownership differentiates the extractive industries from other economic activities. Citizens of North African and Sahelian states do not claim ownership of the banking sector or manufacturing, but they can plausibly argue that natural resource deposits are just as much their patrimony as they are the patrimony of the government in the capital.

Resource Regionalism and the Arab Spring

Most analysis of the Arab Spring has focused popular efforts to effect systemic political change, but there have been smaller less holistic protests that have occurred in North Africa and the Sahel since the Arab Spring uprisings. These are aimed a more immediate concerns. They are not about the overthrow of a political system, but instead about the desire for a better life, not through avenues of political participation but through economic gain.

While there may not always be a direct relationship between the labor incidents impacting the extractive industries throughout North Africa and the Sahara and the events of the Arab Spring, in some instances, there clearly are. In other instances, it appears as if the success of populist movements in overthrowing regimes in Tunisia, Egypt and Libya has emboldened other groups to try to pursue more realizable gains through mass protests.

The protests and labor movements effecting the Libyan hydrocarbons sector are unquestionably a direct consequence of the collapse of the Qadhafi regime. Prior to the 17 February Revolution it would have been unforeseeable to engage in large scale labor actions in Libya. The Qadhafi regime's security services did not tolerate any form of populist critique or protests. This applied as much to the labor environment as it did to the political environment. Even though some parts of the country were severely neglected during the Qadhafi regime and even though the Qadhafi family horded oil revenue for itself and for its clients, protests only very rarely materialized. With the fall of the Qadhafi regime in September 2011 and the almost complete dissolution of state security services, it was all of the sudden possible to protest again and local communities in and around oil and gas producing regions saw the opportunity to exert pressure on Libya's hydrocarbons sector in order to try to compel the government to address their grievances.

Although Algeria, Morocco, Mauritania and Niger did not have revolutions and their governments and security services remain entirely intact, it nonetheless appears that the Arab Spring events in Tunisia, Egypt, and Libya have contributed to the resource regionalist trend that has appeared in those countries. The Arab Spring did unarguably enhance people's belief in the power of popular protest. There appears to be reinvigorated belief in Zouerate, Ghardaia, Diffa, and Khourigba that if popular protests were able to topple authoritarian regimes then they should certainly be able to compel state-owned companies to acquiesce to lesser demands such as greater local employment opportunities and higher wages. In some cases, the protests that have targeted the extractive industries sector grew out of broader political protests that had subsequently dissipated and left only protestors with specific and immediate demands. In Mauritania, the protests at Zouerate were initially part of a broader national protest movement that wanted the ouster of President Abdelaziz Ould Taya. Those protests were eventually repressed by the state, but protestors with more specific demands carried the protest momentum forward.

Similarly, the protests in Khourigba, Morocco appear to be local manifestations of earlier protests in Casablanca that were directly linked to the Arab Spring. The so-called 20 February Movement was an attempt by young Moroccans to emulate the protest movements in Tunisia and Egypt that brought

about the end of President Zine el-Abidine Ben Ali's government in Tunisia and President Hosni Mubarak's government in Egypt. The 20 February Movement had a range of complaints against the government of King Mohamed VI, including lack of genuine popular political representation and rampant corruption, nepotism, and cronyism. The movement eventually lost steam and dissipated as a result of too many different agenda being pursued within the movement and its members being harassed and repressed by the state. The Khourigba protests, however, seem to have been fueled by the 20 February Movement's mass protests, even if the Khourigba protestors' goals were dramatically curtailed and focused on more immediate demands.

The same could be said of the Ouargla and Ghardaia protests that appear to have been inspired by or a continuation of earlier Arab Spring-like protests that took place in Algeria's northern cities. Like in Mauritania and Morocco, but for ultimately different reasons, the Algerian popular protests lost momentum and eventually disappeared, but it appears as if they did stoke some populist sentiments in the country and it appears that organizers of the Ouargla and Ghardaia protests were inspired not only by the protests in Algiers, but also by the massive populist movements in Tunisia, Egypt and Libya.

Lastly, while the CNPC project in Niger has been beset by problems ever since it launched, the spread of mass protest throughout North Africa and the Sahara may not be a direct driver of the Diffa protests but it undoubtedly contributed to them.

Government Responses to Resource Regionalism

Governments from Niamey to Tripoli have responded differently to the protests that have impacted their extractive industries, but given the centrality of the extractive industries to the governments' economic viability, none has chosen to ignore the protests. In some instances they have tried to capitulate to the local communities demands and in other instances they have tried to use force to end the protests and restore industry operations. In still other instances they have deployed a combination of the two.

However the governments are constrained in their abilities to respond to resource regionalism. First, there is a hard limit to how many jobs extractive industries can support. This is less the case for mining activities like phosphates in Morocco or iron ore in Mauritania, but it is undoubtedly the case for hydrocarbons activities. Upstream hydrocarbons exploitation is not a labor intensive activity and what labor it does require is skilled and requires higher educational levels than many local communities possess.

The second constraint is that conventional responses to resource regionalist demands require time and investment. For example, the government of Prime Minister Ali Zidan in Libya promised to create a new refining company in Awbari in response to demands from protestors that they be offered more jobs in the hydrocarbons sector.[10] It will take several years at least in order to construct a new refinery. Not only will construction itself take two or three years, but the feasibility and engineering process alone can take more than a year and then an additional year for the tendering process before construction can even begin. Thus while, Zidan's promise may be with the right intentions, it will not meet the immediate needs of protestors.

Prime Minister Abdelmalek Sellal's government in Algeria faces similar challenges in addressing resource regionalist demands. In response to the protests at Ouargla and Ghardaia, Sellal said that his government would introduce tax incentives to stimulate investment in the region.[11] Leaving aside the question of whether these incentives are sufficient enough to attract investment to a region that has little purchasing power and little infrastructure, the incentives would still take time to yield results. Obviously, Sellal's measures are a step in the right direction, but they simply cannot meet the protestors' immediate demands.

Third, governments have grown accustomed to and even dependent upon the revenue that the extractive industries produce and dedicating a larger percentage of that revenue to local populations could disrupt or upend their budgetary allocations. Extractive industries in Algeria, Libya, Mauritania and Niger account for significant percentages of hard currency earnings and in many instances those earnings are dedicated to programs at a national level and not to supporting local communities. Even so, revenue and spending is where governments can take the most immediate steps toward satisfying protestors' grievances.

One area where governments can improve perceptions of extractive industries is through the implementation of greater transparency around how extractive industries revenue is used. One of the fundamental drivers of unrest and dissatisfaction around the extractive industries is the perception that the revenue that is generated by these activities has enriched political leadership, often far from where the industries take place and often even outside the country itself. Until they do this, however, it is likely that the resource regionalist trend that has emerged in North Africa, the Sahara, and the Sahel that was at least in part inspired by the Arab Spring protests further to the north will continue. This is especially so because the demand for natural resources is unlikely to abate and extractive industries are likely to spread further and further into areas of the Sahara and Sahel.

***Geoff D. Porter, North Africa Risk Consulting, Inc. , published "Why Algeria did not distinguish between expatriates and its citizens at In Amenas" The Huffington Post, 25 January 2013 ; "The Eradicateurs" Foreign Policy, 18 January 2013 ; "Fortress Algeria" The Huffington Post 12 October 2012 (republished in el-Moudjahid) ; "Libya's Franchise Fiasco" The New York Times 12 March 2012 ; "The Impact of Bin Ladin's Death on AQIM in North Africa" The CTC Sentinel, May 2011 ; "The Unvanquished" The New York Times, Op-Ed Page, 3 April 2011, translation of an Arabic essay by Alaa al-Aswany.**

1. "Manifestation de chômeurs à Ouagla, la capital du pétrole algèrien" FRANCE24 15 March 2013
2. "Khourigba/OCP: Comment le sit-in a dérapé" L'Economiste 17 March 2013
3. Colère des non-permanents de Zouerate" C.R.I.D.E. 19 may 2013, (http://www.cridem.org/C_Info.php?article=643542)
4. "Niger: le Premier minister à Diuffa après des échauffourées entre jeune et force de l'ordre" RFI 28 April 2013
5. Ayoub, Antoine (1994). "Oil: Economics and Political". Energy Studies Review 6 (1): 47–60
6. Ross McCracken "IOCs, NOCs Facing Off Over Scarcer Resources" Platts December 2006
7. International Crisis Group "Nigeria - Ending the unrest in the Niger Delta." Africa Report No. 135. 5 December 2007
8. "Survival in the Sahel: It's getting harder all the time" The Economist 2 December 2010
9. Grzybowski, Alex, "Extractive Industries and Conflict" United Nations Interagency Framework Team for Preventive Action 2012
10. Hamilton, John "Libya: Political, Logistical, and Security Problems Challenge National Oil Company's Move to Benghazi" African Arguments, Royal African Society, 20 June 2013
11. "Sellal satisfait du sit-in des jeunes de Ouargla" Algèrie Presse Service 16 March 2013

2 – Le Sahel dans la crise malienne

Mauritanie : la stratégie d'un ex-futur maillon faible

Auteur : Zekeria Ould Ahmed Salem
Date : 07/2013

Autant que le Niger et peut-être même davantage, la Mauritanie joue une partition délicate dans le conflit malien. Mais pour l'ex-futur maillon faible du Sahel, la gestion de la première partie de la crise a été satisfaisante, malgré les craintes initiales et les potentialités de contamination future qui demeurent réelles.

La position des autorités de Nouakchott reste délicate dans la situation actuelle. De longue date, elles avaient compris la nécessité d'une implication militaire internationale contre Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) et mesuraient les menaces réelles que représentait la situation au nord pour le pouvoir central de Bamako (surtout après la chute de Qaddafi). Aussi, le président Ould Abdel Aziz était en bonne posture face aux partenaires régionaux et internationaux concernés : le Niger, l'Algérie, la France, les Etats-Unis et même le Sénégal. Mais il y a seulement quelques années, la situation aurait été tout autre. En effet, on se souvient que la Mauritanie était alors le candidat initial et bien involontaire à une déstabilisation durable par les djihadistes saharo-sahéliens. Le pays avait d'ailleurs eu un long tête-à-tête avec le Groupe salafiste pour la prédication et le combat, GSPC-AQMI, avec lequel le régime d'Amadou Toumani Touré ne semblait que vaguement compatir. Les responsables mauritaniens ne manquaient d'ailleurs aucune occasion de faire grief au régime déchu au Mali de sa passivité et de sa « complaisance intéressée» avec la montée d'un danger terroriste sur son territoire. La Mauritanie était alors frappée de plein fouet par le terrorisme dans des dimensions dont on avait peu pris conscience à l'époque, mais dont l'évocation actuelle est édifiante. C'est aussi cette période qui explique la posture du régime mauritanien d'aujourd'hui.

La Mauritanie : victime privilégiée du terrorisme saharo-sahélien ?

D'abord attaquée par des raids meurtriers du GSPC contre des garnisons isolées, la République Islamique avait également subi plusieurs offensives terroristes en plein centre de Nouakchott entre février 2007 et février 2011.

Le 24 décembre 2007, quatre touristes français étaient assassinés aux environs d'Aleg, à 250 kilomètres à l'est de Nouakchott. Les principaux auteurs du crime étaient arrêtés en Guinée-Bissau et extradés vers Nouakchott en janvier 2008. Le 27 décembre 2007, une attaque causait la mort de 3 personnes, près d'Al Ghallawiya, à l'extrême nord-est du pays. La concomitance des deux opérations était frappante.

Le 1er février 2008, un groupe armé attaquait l'ambassade d'Israël à Nouakchott ainsi que le restaurant-discothèque mitoyen. En avril 2008, un assaut des forces de l'ordre contre une cachette de terroristes localisée en plein quartier résidentiel de Nouakchott se soldait par trois morts (un officier de police et deux djihadistes) et donnait lieu à une course-poursuite avec échanges de coups de feu nourris en fin d'après-midi. En septembre 2008, douze militaires trouvaient la mort dans une attaque d'AQMI contre une patrouille positionnée à Tourine, toujours à l'extrême nord du pays (à 80 kilomètres au nord de la ville de Zouérate). Parmi les assaillants, il y avait, semble-t-il, au moins une dizaine de Mauritaniens[1]. Pour AQMI, il s'agissait sans doute de démontrer que la junte militaire qui avait renversé le 6 aout 2008 le régime « élu » de Sidi Ould Cheikh Abdallahi en dénonçant sa «faiblesse» face au terrorisme, ne pouvait guère mieux protéger l'immense territoire national (un

million de kilomètres carrés). D'ailleurs, l'opération terroriste suivante devait constituer un véritable défi à la résolution affichée par les nouvelles autorités.

Le 23 juin 2009, en milieu de matinée, un ressortissant américain, l'évangéliste et humanitaire Christopher Legget, était assassiné près du marché du Ksar, au cœur même de la capitale. La chasse pour capturer les auteurs fut aussitôt lancée et aboutit à l'arrestation de plusieurs complices dont certains portaient des ceintures explosives. Par la suite, aux dires de la police, plusieurs cellules avaient été démantelées et le nombre de détenus « salafistes » ne devait cesser de croître au fil des enquêtes.

Le 29 novembre 2009, un convoi d'humanitaires catalans composé de quinze voitures était attaqué en pleine journée sur la principale route nationale du pays située entre la capitale politique, Nouakchott, et la capitale économique, Nouadhibou. Trois otages espagnols étaient enlevés et acheminés au nord du Mali. En décembre suivant, au sud-est, près de la frontière avec le Mali, un couple d'Italiens, Sergio Cicala, 65 ans et Philomène Kaboré, 39 ans, était enlevé, là encore, sur un axe routier important.

En février 2010, intervint la libération de Pierre Camate (enlevé au Niger), en échange de la libération par le Mali de quatre terroristes d'AQMI. Les autorités mauritaniennes et algériennes, dont des ressortissants activement recherchés avaient bénéficié de l'échange, critiquèrent vertement le régime malien pour avoir accepté la transaction. Qualifiant de "*surprenante*" la décision malienne de "*remettre à une partie terroriste des Mauritaniens réclamés par la justice",* le ministre des Affaires Etrangères jugea que *"cette mesure non cordiale (...) porte atteinte aux relations séculaires existant entre les deux pays*"[2]. Il est vrai que les Mauritaniens libérés, Hammada Ould, Ahmed Khairou et Idiis Ould Mohamed Lemine, étaient jugés « dangereux », à juste titre, puisque le premier fondait plus tard le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et que le second commettait l'attentat à la voiture piégé à l'extrême est du pays (voir infra).

La guerre entre la Mauritanie et AQMI entrait alors dans une phase décisive, où les affrontements directs avec l'armée et les prises d'otages occidentaux se banaliseront. En août 2009 et en août 2010, deux attentats suicides perpétrés par des nationaux membres d'AQMI frappaient respectivement l'ambassade de France et le camp militaire de Bassiknou près de la frontière malienne. En février 2011, un autre attentat était déjoué de justesse en face d'une autre garnison près de la capitale.

Une bénédiction déguisée ?

Pour l'armée mauritanienne, la menace terroriste perpétuelle a été une sorte de bénédiction déguisée puisqu'elle a amené les autorités à l'équiper, l'entraîner et la moderniser, en étroite collaboration avec les alliés occidentaux, France et Etats-Unis en tête.

Il est vrai, que contrairement à d'autres, et du moins depuis l'accession au pouvoir de Ould Abdel Aziz, la Mauritanie n'a jamais sous-estimé les potentialités conflictuelles de la situation au nord du Mali. De plus, elle est indirectement partie prenante dans les négociations sur l'avenir du pays. Outre qu'elle a été l'allié de la France dans ses raids de 2010 sur des camps d'AQMI pour libérer l'otage Michel Germaneau puis pour démanteler une base installée dans la forêt du Wagadu, Nouakchott conserve aussi de solides réseaux politiques et tribaux au-delà de la frontière. Des relations historiques existent entre les tribus «arabes » du Mali et le gouvernement de « la grande patrie des Maures ». Les liens avec le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), comme avec ses « ancêtres » des rébellions touarègues maliennes, sont anciens. Le nombre de réfugiés maliens en Mauritanie est certes impressionnant (on parle de cent dix mille personnes !) mais une bonne partie d'entre eux est constituée de politiciens arabo-berbères, touaregs et même songhaïs, qui font de Nouakchott leur refuge ultime conformément à une tradition remontant aux années 1970. Melainine Ould Badi, négociateur « arabe » décédé d'une crise cardiaque lors des pourparlers entre Maliens à Ouagadougou, était connu en Mauritanie davantage comme avocat local respecté que comme réfugié politique.

Un problème de politique intérieure

Si la crise malienne est une menace, elle a aussi été une ressource politique pour les autorités de Nouakchott. Dans toutes les phases de son déroulement, elle a permis au président Ould Abdel Aziz de se construire une image d'ennemi impitoyable du terrorisme et d'allié fiable des puissances occidentales. Et même si son opposition lui a reproché de chercher à mener une guerre « par procuration » pour le compte de l'Occident, sa position prudente dans le conflit et sa réticence (au demeurant toute nouvelle) à engager officiellement des troupes au Mali a définitivement corrigé cette image.

Si la Mauritanie s'est stabilisée au moment même où le Mali sombrait, c'est en partie explicable par l'impossibilité pour AQMI d'ouvrir plusieurs fronts en même temps, mais c'est aussi explicable par l'absence d'une rébellion mauritanienne, dans un contexte où les attaques préventives contre AQMI vont de pair avec les réformes engagées dans la politique de sécurité et qui ont porté leurs fruits. Par ailleurs, il faut rappeler que le pays a engagé un programme de dé-radicalisation entre 2009 et 2011. Des dizaines de jeunes salafistes auparavant emprisonnés ont bénéficié de ce programme, au demeurant modeste, mais qui a créé un choc psychologique sur la scène animée du radicalisme islamique. Les islamistes locaux du parti Tawassoul aussi bien que les dirigeants de la tendance salafiste locale, pourtant férocement opposés au pouvoir en place, n'a pas eu d'autre choix que d'y prendre part. Cela a permis de conduire une opération de réhabilitation des jeunes radicalisés et d'isoler les prisonniers coupables de crimes de sang. Mais, par-dessus tout, cela a ouvert une scène de débats sur la légitimité de la violence et sur la crise de la jeunesse ou le rôle de l'armée dans la société.

A la fin du mois de juin 2013, certains responsables mauritaniens laissaient entendre que le pays allait contribuer à hauteur de mille huit cent hommes à la force multinationale en cours de mise en place au Mali. A la même période, le Chef de l'Etat major des armées et le Premier ministre effectuaient une visite à Bamako dont l'objet n'a pas été précisé aux médias. Cette présence accrue est le signe ultime que la Mauritanie, jusqu'ici officiellement réservée quant à une implication directe de son armée dans conflit malien, ne peut plus nier le poids réel qu'elle est naturellement appelée à jouer dans un conflit qui menace toujours de se régionaliser.

Zekeria Ould Ahmed Salem, professeur à l'université de Nouakchott et chercheur associé au CERI, vient de publier *Prêcher dans le désert, Islam politique et changement social en Mauritanie* (Karthala, 2013).

1. La Tribune, n°464, du lundi 10 août 2009.

2. Cité dans «Le Mali libère quatre islamistes réclamés par Al-Qaida», Lemonde.fr /AFP, consulté le 22.02.2010.

Comment être Malien ?

Auteur : Naffet Keita *

L'ouverture de la boîte de Pandore qu'est la rébellion du MNLA en janvier 2012 et le coup d'Etat du 22 mars de la même année ont eu des conséquences qui ont révélé, à l'image du corps social et politique, l'état de déconfiture dans lequel se trouvait l'armée. Nous avons alors assisté à la prise des capitales des régions du nord du pays et d'une bonne partie de la région de Mopti par des troupes rebelles, à leur éviction par les djihadistes du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), à l'application de la charia dans les régions conquises et à la démolition de mausolées et de mosquées à Tombouctou.

A tout ceci s'ajoutent les errements institutionnels ayant abouti à la prestation de serment du Président intérimaire jusqu'à son agression dans le palais. L'effacement des repères des Maliens n'est pas prêt de s'estomper, même à coups de prêches, de sensibilisation, de mobilisation et de conscientisation. Les Maliens n'arrivent pas encore à admettre, que leur pays est gangrené, à l'image d'un corps humain, et que celui-ci est en passe de se transformer en géhenne.

C'est dans ces conditions qu'adviennent le déclenchement de l'opération Serval par la France, à la suite de la levée du verrou défensif de Konna, et la première confrontation « gagnée » à Anéfis par les Forces armées maliennes (FAMA) sans omettre les négociations ayant conduit à la signature de l'accord de Ouagadougou devant permettre un retour de l'Administration malienne dans la ville de Kidal. Ces derniers événements pourront-ils arrêter le délitement de la citoyenneté au Mali ?

La prochaine élection présidentielle sera forcément révélatrice de la profondeur du déni du pays réel par ses habitants. D'où l'exigence de doter chaque citoyen de moyens d'analyse et d'alerte et de prendre la mesure des convictions et du patriotisme des Maliens.

Depuis 1991, les années de pratique de la démocratie et du multipartisme ont cruellement mis en évidence le décalage abyssal entre les appareils politiques et les populations et ont illustré l'évanescence d'un véritable leadership malien. Ce sont ces éléments, non exaustifs, et ce contexte qui m'ont poussé à interroger la nationalité, la citoyenneté, l'appartenance à un pays, l'amour de son pays, le respect de ses lois, son histoire et son présent pour un futur construit ensemble.

Jusqu'aujourd'hui, cette interrogation ne m'avait jamais effleuré ; elle relève maintenant d'une absolue nécessité. Trois facteurs structurels et structurants expliquent la situation actuelle du Mali dont les imbrications ont miné les ressorts de la citoyenneté pour nombre de Maliens.

Il s'agit d'abord de facteurs politiques, avec l'impossibilité (ou le refus) de faire émerger des élites politiques « locales », en particulier dans les régions du nord du pays, dès avant les indépendances (les premières écoles n'y ont été mises en place qu'en 1947) et jusqu'à maintenant. Ces dernières demeurent confrontées à de forts clivages sociaux et à des reconfigurations tribales avec, pour conséquence, l'échec des politiques de décentralisation. Ce revers est lui-même lié à l'affaiblissement du sentiment national ainsi qu'à un déficit d'exercice de la souveraineté nationale dans les régions concernées, l'ensemble soulevant la question de la gestion des frontières. Cette double combinaison est pour une large part à l'origine de la place prise par l'économie du narcotrafic et du kidnapping. L'attractivité croissante qu'ils exercent risque d'en faire pour les populations un substitut au développement économique et à toute initiative s'y rapportant.

Ensuite, il est nécessaire de prendre la mesure du facteur écologique avec les grandes sécheresses qui ont profondément altéré l'environnement et dans lequel les populations doivent vivre et survivre, notamment au nord du pays. Ainsi, en opposant sédentaires et nomades, particulièrement autour des questions de l'accès aux ressources en eau et aux pâturages, ces crises ont débouché, *in fine*, sur des affirmations identitaires concurrentes et sur la construction d'une économie politique de la survie inédite dans notre pays.

Enfin, il convient de considérer le facteur international, structuré autour de la compétition entre grands acteurs extérieurs pour l'accès aux ressources minières et énergétiques, accompagné d'une informalité des flux marchands et humains dont l'entendement passe par l'examen des politiques de répression, qu'elles concernent les migrants pour les pays de l'Union européenne ou le trafic transcontinental de drogues pour les Etats-Unis.

Observée à ces trois niveaux, la combinaison des contraintes extérieures et intérieures apporte un éclairage nouveau aux défis et exigences de *développement*, notamment au regard de ce prérequis d'efficacité que constitue ladite bonne gouvernance.

Si la citoyenneté nouvelle des Maliens devrait se nourrir de l'appréciation de ces facteurs, les événements et les faits observés depuis, militent malheureusement, pour le contraire. Notre irresponsabilité nous empêche d'arrêter la course folle du « *ôte-toi de là, que je m'y mette* » pour penser à notre identité et notre patrimoine commun. Notre fuite en avant contribue à distendre encore les liens sociaux entre le nord et le reste du pays en entretenant des confusions effrayantes se traduisant par la peur de l'autre, tout cela dans un contexte de crainte du lendemain.

Notre aveuglement, tel une véritable ivresse, s'exprime davantage par le détour de la fête : fêter le départ d'Amadou Toumani Touré (ATT) ; fêter le retour de nombreux cadres estampillés de l'ancien parti unique (UDPM) ; fêter la déchéance de certains politiques parce qu'assez visibles sur la scène politique depuis mars 1991 ; fêter le renouvellement des élites sans élections et sans alternative, mais au bout du fusil ; tout à la fois, fêter la victoire et la défaite de l'autre parce qu'il a voulu servir l'Etat ou son pays autrement ; fêter la passion au détriment de la raison ; fêter l'incivisme contre le civisme, l'anarchie contre l'ordre ; fêter la déchéance des pères, fêter l'ego, fêter la déraison, etc. Comment en est-on arrivé là ? Que faire pour sortir de cet état en optant désormais pour une lucidité libératrice ?

Aujourd'hui, même avec l'état d'urgence, la fête est partout. Ses signes envahissent tous les espaces de notre vie. N'a-t-on pas entendu le lancement prochain sur la télévision publique du pays (ORTM) de « Maxi vacances », de la projection continue des « Top Etoiles », des « *sumu* » et des télé favelas, de l'organisation des « *balani show* » dans les rues, de l'ouverture déguisée de la campagne pour l' élection présidentielle, les boîtes de nuit – toujours ouvertes - réalisant paradoxalement les meilleures recettes, etc. pour détourner les Maliens de prendre conscience de l'état réel de la République ? Ou encore n'évoque-t-on pas le « temps » ou l'« espace festif » ou même la « fête sociale » pour désigner certaines de nos activités les plus quotidiennes et les plus banales ?

Voilà ce que m'inspire le mot citoyenneté : un droit de vivre dans la cité, un mot vide de sens, un devoir de citoyenneté sans restriction pour des personnes qui se donnent le droit de bénéficier d'avantages nationaux sans aucun engagement réciproque de respecter et représenter son pays dans sa culture, ses lois et ses coutumes. Nullement du chauvinisme sectaire ou raciste.

Nombreux sont les observateurs extérieurs, qui ne comprennent pas notre laxisme à laisser mépriser nos valeurs. Je ne me sens plus Malien, et même parfois je rêve d'embrasser une autre culture, un autre pays avec des lois qui ne seraient pas celles dont j'ai envie mais celles qui constituent les piliers d'une Nation. Pourquoi cette envie d'appartenir à un autre pays dont j'épouserais une culture, des lois, une histoire ? Tout simplement parce que les nôtres ont été annihilées par une mauvaise compréhension de la citoyenneté de responsabilité.

La racine du problème est dans la définition que tout un chacun donne à la citoyenneté, la nationalité. Je ne me sens plus vraiment « citoyen » de ce pays, parce que ces principes ont été galvaudés, bradés, jetés en pâture au nom de slogans politiciens. Je ne me sens plus Malien justement parce que j'aime le Mali, ses lois, son histoire, ses langues diverses et si subtiles, ses principes sociétaux. Je ne me sens plus Malien parce que ceux qui ne respectent pas les valeurs du Mali sont favorisés par rapport à ceux qui les vivent et les appliquent depuis toujours.

Les péripéties politiques de l'ère démocratique ont fait de la citoyenneté un marché qui donne tous les droits, y compris ceux de ne pas respecter la citoyenneté. Le droit de citoyenneté doit être relevé à son vrai niveau qui est celui de devenir un véritable citoyen appartenant à une vraie nation et en respectant tous ses devoirs. Un test, un apprentissage, devrait être imposé pour les postulants. On ne peut pas importer ses penchants, ses représentations, ses lectures dans le cadre républicain sans faire outrage à la constitution, son passé et son futur.

Notre problème ne s'arrête pas à notre pays, il est universel à tous, immigrants ou non, nous avons tous participé à un passé de heurts, de mixités, de définition de frontières, de législations religieuses ou laïques. Il serait stupide de se croire « de pur souche ». Mais la nation, notre pays est notre victoire finale, notre trophée à tous. Comment peut-on accepter le nivellement par le bas de nos institutions, de notre comportement civique, de notre morale ? Comment enfin se reconnaître dans un groupe « nationalisé » qui vit ses coutumes et imposerait ses propres lois à l'intérieur des nôtres faisant fi du Mali et de la fierté ou la volonté d'être Malien ?

Voilà comment je pose humblement le sujet de notre réflexion à toutes et tous. C'est bien notre problème que de ne plus être fier de rien. Le peu de respect et la manière de l'évoquer constituent l'un des problèmes fondamentaux du Malien qui ne se réveille que lorsqu'il constate que d'autres ont agi à son insu.

L'exigence d'une citoyenneté nouvelle - instruite et cultivée, sachant préserver l'intérêt national plus que tout - qui met à distance toute fatalité pour se prendre en charge et non invoquer ou implorer Dieu. La situation qui nous arrive est le fait des hommes et non d'une damnation divine. Ces éléments de réflexion, s'ils sont réappropriés, sauveront notre République.

***Naffet KEITA, enseignant-chercheur à l'université des lettres et des sciences humaines (ULSH) de Bamako, auteur de *L'esclavage au Mali* (L'Harmattan, 2012)**

Le Niger dans la crise malienne

Auteur : Mamoudou Gazibo*
Date : 07/2013

Depuis la fin des campagnes militaires majeures qui, dans le cadre de l'opération Serval, ont permis de libérer le nord du Mali occupé par les groupes islamistes d'Ansar Eddine, d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et du Mouvement pour l'unité et le djihad en Afrique de l'ouest (MUJAO), la situation sécuritaire s'est considérablement dégradée au Niger voisin. Attentats à Agadez et Arlit, deux des principales villes du nord ; attaque réussie de la prison civile de Niamey suivie de l'évasion de terroristes incarcérés ; attaque d'une caserne de gendarmerie à Niamey… Ces actes ont pratiquement causé au Niger autant de pertes que la guerre en a coûté au Tchad sur le terrain malien, soit une trentaine de morts.

Cette situation était sinon prévisible, du moins redoutée, tant l'environnement géopolitique était devenu instable depuis deux ans. Dans ce court texte, il s'agit dans un premier temps de décrire le contexte géopolitique permettant de comprendre à la fois la nature de la menace posée au Niger par la crise malienne, les positions subséquentes du Niger et le nouveau visage de l'instabilité. Nous verrons ensuite si les développements récents traduisent un effet domino qui peut emporter le Niger ou si ce pays peut, malgré tout, faire face à la situation. Enfin, nous soulèverons les enjeux de cette déstabilisation pour un pays entraîné dans une tourmente qu'il n'a pas choisie.

Le Niger face à la crise malienne

La position du Niger dans la crise malienne est connue pour avoir été à la fois constante et agressive à l'égard des rebelles touarègues du MNLA et des groupes islamistes qui les ont supplantés et évincés des principales villes du nord prises en mars 2012. Le président nigérien, Mahamadou Issoufou, a toujours qualifié ces groupes de «bandits et de narcotrafiquants» qui ne sont nullement représentatifs des populations touarègues. Cette fermeté est considérée aujourd'hui par certains milieux, notamment d'opposition, comme la cause des actes terroristes qui frappent le pays.

Une telle analyse ignore cependant que la réaction des autorités nigériennes pouvait difficilement être neutre ou même modérée au regard de la gravité des menaces engendrées par l'intervention occidentale en Libye pour chasser le colonel Kadhafi du pouvoir. Les autorités nigériennes s'étaient opposées à cette intervention, sachant à quel point un départ non négocié de Kadhafi pouvait bouleverser le fragile équilibre régional dont il était le garant. D'une part, la Libye était devenue le refuge naturel de milliers de Touaregs nigériens et maliens engagés ou non à certains moments dans de précédentes rébellions. Accueillis et intégrés, notamment dans l'armée et les milices du régime, chacun savait qu'en cas de changement de régime, le retour dans leur pays d'origine serait leur seule porte de sortie. D'autre part, au Mali comme au Niger, Kadhafi avait fini par devenir un acteur incontournable de la politique interne, notamment dans les médiations entre les États et les leaders des rébellions successives qui ne pouvaient rien lui refuser.

Dans le contexte géopolitique de l'après Kadhafi, le Niger partageait de grandes similitudes avec le Mali. Mieux encore, si les groupes armés ont fini par s'installer au Mali, c'est faute d'avoir pu le faire au Niger, pays frontalier de la Libye contrairement au Mali, mais où l'armée a réussi à désarmer ou neutraliser les colonnes entrées sur son territoire. En outre, historiquement, les rébellions au Mali ont toujours eu un effet de contagion au Niger et inversement. Or avec la prise du nord Mali, l'intégralité des huit cent vingt et un kilomètres de la frontière séparant les deux pays passait sous le contrôle de groupes criminels dans une région où, par ailleurs, les frontières sont poreuses et incontrôlées. D'un point de vue stratégique, on comprend ainsi parfaitement la position du Niger qui ne s'est gardé d'une intervention unilatérale au Mali que faute de moyens et face au risque de heurter sa propre

communauté touarègue. On comprend aussi pourquoi le Niger a été un des premiers pays à annoncer l'envoi de cinq cent militaires au Mali en soutien à l'opération Serval.

Le Niger sous la menace, mais le Niger n'est pas le Mali

Si les islamistes -d'AQMI et du Mujao en particulier- ont menacé le Niger suite à ses prises de position diplomatiques, l'envoi de troupes sur le terrain en a fait à leurs yeux une cible, au même titre que le Mali. La première alerte est venue de l'attentat kamikaze avorté contre la base militaire nigérienne installée à Ménaka au Mali. Avec les attentats du 23 mai 2013, perpétrés à Arlit et Agadez et revendiqués tour à tour par AQMI, le MUJAO et le bataillon des Signataires par le sang de l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, le Niger est véritablement entré dans l'œil du cyclone islamiste.

Compte tenu de la faiblesse des moyens militaires et financiers de l'État nigérien, on peut se demander si ce ne sont pas là les prémisses d'une déstabilisation d'un pays qui a déjoué jusqu'ici les prédictions de ceux qui le donnaient perdu car cerné par une Libye en déliquescence, un Mali occupé, un nord Nigéria hanté par le groupe intégriste Boko Haram et un sud Algérien parcouru par les restes des groupes islamistes armés, notamment AQMI et les Signataires par le sang.

La situation du Niger est cependant différente pour plusieurs raisons, parmi lesquelles deux en particulier méritent d'être relevées. Tout d'abord et contrairement au Mali, la question touarègue, qui est en toile de fond de toute cette instabilité, est sinon résolue du moins largement apaisée grâce à la mise en œuvre d'une politique dont la portée est reconnue même par les leaders des anciennes rébellions tels que Rissa Ag Boula ou Mohamed Anacko. En premier lieu, la politique de réinsertion des anciens combattants à tous les niveaux de l'État (forces de sécurité, administration, corps paramilitaires) et dans le secteur privé (BTP, transport, hydrocarbures) a donné naissance à une vraie bourgeoisie touarègue qui n'est guère incitée à faire la guerre puisqu'elle constate qu'elle peut mieux se réaliser dans un contexte de paix. En second lieu, la décentralisation, un des points de l'accord de paix de 1995, est effective : les villes et villages du nord ont été érigés -comme dans le reste du pays- en collectivités territoriales dirigées par des conseils locaux disposant d'une large autonomie de gestion ; plusieurs anciens leaders rebelles sont aujourd'hui maires ou conseillers dans leur terroir. En troisième lieu, en plus d'être prévu par la loi, le principe de la rétrocession d'une partie des recettes minières (15%) aux collectivités d'où elles sont extraites (notamment le nord avec l'uranium, l'ouest avec l'or et l'Est avec le pétrole) a été consacré dans la Constitution de novembre 2010 et effectivement appliqué. Ces changements sont importants car ils évitent de faire du nord un terreau favorable à l'instabilité et des élites touarègues, des alliés potentiels des islamistes, jonction qui s'est opérée au Mali où le MNLA, faut-il le rappeler, a combattu aux côtés des islamistes et a même un temps accepté le principe de la Charia avant de se rétracter opportunément pour se redonner une forme de virginité… Or, au Niger, les anciens rebelles ont spontanément pris leurs distances et condamné, dans un communiqué sans équivoque, les attentats perpétrés dans le nord.

La seconde raison pour laquelle la situation est différente de celle du Mali tient au fait qu'au Niger l'État est plus fort, du moins pas déliquescent. Même avant la crise malienne, il n'a ni dégarni le nord, ni été complaisant à l'égard des groupes armés. Alors que le Mali a signé parfois de mauvais accords, le Niger a souvent été intransigeant. En 2007 par exemple, quand a émergé dans le nord un Mouvement des nigériens pour la justice (MNJ) prétendant représenter la communauté touarègue, l'ancien président Mamadou Tandja a eu le mérite de leur refuser le qualificatif de rebelles et le courage d'opposer une fin de non-recevoir à ceux (France, Mali, Burkina…) qui lui demandaient de négocier. Le MNJ s'est délité progressivement face à la fermeté de l'État qui a manié le bâton et la carotte pour en venir à bout. C'est à cette époque que des efforts importants ont commencé à être déployés pour renforcer les capacités de défense des forces armées. Ces dernières étaient ainsi mieux préparées que leurs homologues maliennes pour faire face à l'afflux de combattants venus de Libye suite au renversement du colonel Kadhafi. Ces efforts se sont poursuivis avec le président FAIssoufou : le Niger a modernisé sa petite aviation, se dotant même pour la première fois de deux chasseurs Sukhoi 25 ukrainiens réputés robustes et efficaces pour l'attaque au sol, tout en consolidant

sa force terrestre et le maillage de son territoire. A ces efforts, s'ajoute la présence de forces et systèmes de surveillance (notamment les drones) français et américains. En quelque sorte, le Niger est ainsi relativement immunisé contre une déstabilisation de l'envergure de celle qui a frappé le Mali. Le défi reste colossal pour autant.

Une guerre asymétrique potentiellement longue

Le principal défi tient au fait que la guerre contre les groupes armés est devenue asymétrique, concept maintenant courant dans la diplomatie et les média nigériens. Autrement dit, défaits sur le terrain dans la confrontation contre les troupes françaises et africaines, ces mouvements islamistes armés ont déplacé le combat sur le terrain du terrorisme. Le Niger, qui ne voulait déjà pas de l'intervention militaire occidentale en Libye, se retrouve malgré lui engagé dans une guerre contre le terrorisme et dans des investissements coûteux dont il aurait voulu se passer.

De même, Français et Américains dont l'intervention en Libye a semé les graines de l'instabilité et de la consolidation des groupes islamistes dans le nord du Mali, se présentent aujourd'hui comme les porte-flambeaux d'une politique d'endiguement du terrorisme dans la région… En conséquence, ils déploient avions, troupes spéciales et systèmes de renseignement chez les voisins du Mali et notamment au Niger, pays qui avait réussi dès les années 1970 à fermer les bases militaires françaises et à toujours résister aux demandes d'installation de bases étrangères sur son territoire. Au moment où la quête de souveraineté est forte et que, par exemple, la Constitution de 2010 fait obligation à l'État d'affirmer sa souveraineté sur ses ressources, qu'il commence à s'y atteler en dénonçant publiquement le faible apport de l'uranium largement monopolisé par la France au budget national (seulement 5%), les retombées de la crise malienne obligent les autorités à renforcer la sécurité des sites d'exploitation minière qui tombent de fait sous la tutelle des forces spéciales françaises.

On entre ainsi dans un cycle dangereux : le Niger accueille des forces étrangères (un point qui est loin de faire consensus dans le pays) en espérant disposer d'un parapluie antiterroriste, mais une situation qui attise davantage l'animosité d'islamistes. Du reste, après les attentats du 23 mai, une des justifications présentées par les auteurs est qu'ils constituent «une première réponse à une déclaration du président du Niger, inspirée de ses maîtres à Paris, affirmant que les djihadistes ont été écrasés militairement». Il ne faut pas sous-estimer ce discours, il est vrai classique, reléguant les élites locales au statut de suppôts de l'Occident. Il est certes destiné aux autres groupes islamistes, mais vise aussi à se faire des sympathies dans un pays largement musulman, où les institutions sont encore fragiles et où les clivages politiques sont difficiles à transcender, comme le montrent les déclarations de l'opposition suite aux différents attentats. Dans ces conditions, il faut à tout prix éviter une « irakisation » du Niger et de l'espace sahélien. Pour cela, plus que la mutualisation de certains moyens, le partage d'informations et les réunions régulières des responsables du secteur de la sécurité, le temps est venu de pousser l'intégration régionale en développant, entre autres, une véritable politique de défense commune aux pays concernés.

***Mamoudou Gazibo, professeur titulaire, département de science politique de l'Université de Montréal, a publié dernièrement, avec Daniel Bach, *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*, New York and London, Routledge, 2011 (en français sous le titre : *l'État néopatrimonial : Genèse et trajectoires contemporaines*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa).**

Sudan, the Sahel and the Sahara : the 99% Principle

Auteur : Alex de Waal
Date : 07/2013

The "one percent doctrine" was the principle, espoused by former U.S. Secretary for Defense Donald Rumsfeld, that a one per cent chance of a terrorist element in any situation justified the United States dealing with that situation as a mortal threat. By the same token, we may develop a "ninety-nine per cent principle" for the Sahel-Saharan region, which is that any element labeled terrorist is 99% concerned with other issues, chiefly local politics and business.

Recent media reports of fighters from Al Qaida in the Islamic Maghreb having been seen in Sudan's westernmost region of Darfur, and rumours that Chadian army units had crossed the border in hot pursuit, rekindled speculation that the Sudanese government had returned to its jihadist ways. These reports are invariably inflated and stripped of their political, economic and historic context. The Sudanese rulers' paranoia about western conspiracies is matched by the readiness of their numerous western critics to see the hand of Sudanese security in any suspicious developments along and beyond Sudan's frontiers. The reality is that the Sudanese government is entirely preoccupied with its own internal rifts and its collective survival, and that it sees threats, real and imagined, along both its southern and western borders. Darfur stands at the intersection of these threats, and armed conflict in Darfur today is at its most intense for eight years, though it is still far short of the horrors of the 2003-04 war.

Sudanese history is commonly interpreted as principally a conflict between north and south, but it has equally unfolded along an east-west axis. Sudan's southern frontierlands—an area that stretches from the Nuba Mountains and Ingessana Hills within northern Sudan, through the entirety of what is now the Republic of South Sudan, and into Uganda, Congo and Central African Republic—have historically been a zone of intense conflict and resistance, in which the Sudanese trading and military classes sought dominance. By contrast, the western frontier of Sudan has been open to peaceful migration and trade, governed by co-equal rulers of the Sahelian and Savanna belt that stretches to the Atlantic Ocean.

Sudan's western regions of Kordofan and Darfur have deep historical connections to west Africa, the Maghreb and to the Libyan provinces of Cyrenaica and Fezzan. Millions of west Africans—collectively known as "Fellata"—migrated to Sudan over the centuries, both as pilgrims en route to Mecca and as labourers drawn by employment on the vast irrigated farms of the Nile Valley. The Tijaniya Sufi order, which claims the largest number of western Sudanese as its adherents, originated in Morocco and is headquartered in Senegal and Nigeria. One of the animating traditions of Sudanese nationalism, the Mahdist movement which expelled the Egyptians and their British sponsors in the 1880s, owes much to earlier west African millenarian revolutions. Indeed it was a man of west African origin, Abdullahi Torsheen al-Taaishi who first recognized the legendary nationalist leader, Mohamed Ahmed al Mahdi as the awaited one.

Modern Sudanese politics has been moulded as much by its western frontier as its southern problem. The tri-cornered military and political conflict between Sudan, Libya and Chad, began in the mid-1960s in the wake of Chadian independence, when Sudan hosted the first opposition fronts headed by Chadian Muslims. This conflict intensified to a zenith in the late-1980s when Libya first occupied the disputed Aouzou strip in the north of Chad and then annexed the entire country. Supported by France and the United States, Chadian forces served as the Saharan contras against Colonel Gaddafi's expansionist ambitions. President Jaafar Nimeiri of Sudan was a staunch foe of Gaddafi, who had hosted opposition forces that had struck Khartoum in 1976. He allied Chad's warrior-president Hissene Habre, helping him seize power and take the offensive against the Libyans and their proxies. After Nimeiri fell in 1985, Sudan tried to play both sides in this war, to disastrous effect. By dint of

enabling Libya to use Darfur as a rear base for the militias it sponsored in Chad, the Sudanese government sparked the first Darfurian civil war (1987-89) which included the appearance of the later-notorious Janjaweed militia. After the 1989 coup, President Omar al Bashir succeeded in briefly making peace with both Libya and Chad, an effort that brought a decade of respite. The key to this was that Idriss Deby, backed by Sudan, seized power in Ndjamena in 1990, and both he and Bashir followed a strategy of deftly managing Gaddafi.

During this period, all the three countries' attention shifted southward to Central African Republic and even into the Democratic Republic of Congo (all three had troops in both during the second Congolese war of 1998-2002). But the tri-cornered war again erupted in 2003, marked by mass atrocities in Darfur. Although the Darfur war was largely over by 2005, the proxy war continued with reciprocal attempts by Sudan and Chad to overthrow one another's governments by use of sponsored rebellions in 2008. Thereafter, Bashir and Deby both realized that they would bring one another down, and that a return to the 1990s security pact was in their mutual interest. The agreement was signed in early 2010 and has been remarkably robust. Gaddafi, however, refused to go along and actively sponsored Darfur rebels, notably the Justice and Equality Movement (JEM). In retaliation for this, Sudan was proactive in efforts to overthrow the Gaddafi regime, mounting a large covert operation in tacit partnership with NATO in support of the Benghazi Group and the Transitional National Council.

In these circumstances it is unsurprising that the politics of survival are uppermost in the calculations of the security officers of all nations in the eastern Sahara and Sahelian region, from Khartoum and Bamako to Algiers and Tripoli. They are all expert in instrumentalizing both the threat of jihadist terror and of their response to it. The first question to ask when one hears a rumour of jihadist groups in this region is, who benefits from such a story? And in most cases, it is indeed a security operator who turns the alleged presence of such groups to his advantage, extracting recognition, resources and intelligence from a gullible western security agency. The second rule of thumb is that whoever raises a green flag is primarily using jihadism in support of a local agenda, or a commercial opportunity.

The regional politics of the eastern Saharan region are currently dominated by the internal conflicts in Libya, and the rise of Chad as a subregional power. Because of its extensive role in military support to the TNC, and its backing of the Egyptian Islamists who won the elections, in 2011-12 Sudan was well-placed to extend its reach. Sudan's security and intelligence infrastructure on its northwestern borders is more extensive than before: the airforce has built a new airbase in the desert, and it deploys drones well beyond its borders as well as electronic surveillance along its desert frontiers. However, Sudan failed to capitalize fully on the opportunity offered by the demise of Gaddafi due to a preoccupation with internal political competition and dire economic conditions, and extremely difficult relations with newly-independent South Sudan. Libya after Gaddafi has also been preoccupied with internal issues, and the retraction of Gaddafi's security and patronage networks in the central Sahara has created a vacuum, into which President Deby has stepped. Financed by oil revenues, backed by France, and without significant internal threats, Deby has positioned himself as the indispensable gendarme of the eastern Sahel. This has allowed Chadian forces to play the key role in deposing their erstwhile client, President Francois Bozize of Central African Republic, and installing a more pliant successor.

In Darfur there has been a sharp deterioration in security over the last year. These consist of battles between government forces and an array of rebels, chiefly the Sudan Liberation Army (Minni Minawi) and JEM. Attacks on civilians are a much smaller feature of the current war than that of ten years ago, with the notable exception of the attacks on and expulsion of Zaghawa communities in the eastern part of the region. Between his joining the government in 2006 and leaving in 2011, Minni Minawi's forces were largely located in this area, and their presence empowered local Zaghawa communities that had settled in the area in the 1970s. When Minawi withdrew from government and took his forces to South Sudan to restart guerrilla operations, government forces and militia belonging to other groups in that area, turned on the remaining Zaghawa. Meanwhile, operating from bases in South Sudan, SLA-MM and JEM have mounted military operations in large swathes of Southern and Eastern Darfur, cutting the main supply routes to the commercial capital of the region, Nyala. Illustrative of its

confidence, JEM mounted an ambush of dissident leaders who had signed a peace agreement with Khartoum, killing several. This attack took place right on the Chadian border, a clear challenge to the authority of Deby in that area.

The SLA-MM and JEM are prominent members of the Sudan Revolutionary Front (SRF), a coalition led by the Sudan People's Liberation Movement-North (SPLM-N) which has been fighting in the "two areas" of Southern Kordofan and Blue Nile since June 2011. The SPLM-N is a large, well-equipped and highly effective infantry force and has managed to control and administer large areas in Southern Kordofan, something the Darfur fronts were never able to do. The highly capable commander of the SPLM-N, Abdel Aziz al Hilu, is a native of Southern Kordofan but has Darfurian (Masalit) ancestry and has therefore had little difficulty in attracting the loyalties of Darfurian rebels, many of whom have now relocated to Southern Kordofan. The combination of SPLM-N infantry and the mobile Toyota-mounted offensives of the Darfurians are keeping the Sudanese army on the run. The Government of Sudan justifiably complains that the army of South Sudan—the SPLA—continues to provide material and logistical support to the SRF, and it is likely that the SPLA will continue to do so until territorial disputes between the two countries, and particular the status of the disputed area of Abyei, are resolved. But the SRF is a formidable military threat in its own right, irrespective of its links to South Sudan.

The effectiveness of the SRF is related to the Government's inability to mobilize the Darfurian and Southern Kordofan Arabs as a military force. These groups are disillusioned by the broken promises of rewards for their earlier sacrifices during Sudan's long wars, and are internally divided and thus neutralized.

The alliances are tactical but effective. The SPLM-N and JEM have divergent political ideologies—one secular, the other Islamist. The SPLA (South Sudan) has a military presence on the southern borders of Darfur and Kordofan, linked to South Sudanese territorial claims in those two regions, some of which go substantially beyond where anyone has drawn the boundary in the last hundred years. These claims will, in due course, create frictions, especially with the Arab groups that currently stand aloof from these conflicts.

A final component in the conflict in Darfur is the Jebel Amir gold rush. Following the loss of revenues from oil when South Sudan seceded, the Sudanese Government sought to help fill its foreign currency gap with artisanal gold. Until 2011, most of this gold was smuggled out of the country, but the Government introduced a new policy of paying above the international price, in Sudanese currency, to buy gold. It financed these purchases by printing money, but in the meantime won quick access to more than a billion dollars' worth of gold. Sudanese rushed to the goldfields, including a sudden inflow of 70,000 miners to one of the largest areas of gold digging at Jebel Amir in northern Darfur. Unsurprisingly, control over the land and local purchasing networks has been fiercely contested, leading to new local conflicts.

For decades, Sudan has been turbulent—subject to unpredictable turmoil in its security landscape from month to month, but essentially unchanged over the years. But the deterioration of political institutions and the degradation of political legitimacy augur ill for stabilization, let alone improvement, in the near future.

***Alex de Waal is a Research Professor at Tufts University and Executive Director of the World Peace Foundation, published *Darfur, a short history of a long war* (African argument, 2008)**

3 – Quels Etats pivots ?

Libya - A Clouded Future

Auteur : George Joffe*

Date : 07/2013

When the Qadhafi regime disappeared in October 2011, Libya appeared to be a tabula rasa on which a new democratic state could be drawn up to replace the baleful perfection of the jamahiriyah – Libya's 'stateless state'. Unfortunately, in the euphoria of victory, few realised just how massive the obstacles were going to be. They were to be the result of the way in which the Libyan crisis had unfolded, as a consequence of NATO's 'intervention lite' and decision by France, Britain and Qatar to engage in regime change at one remove.1 One immediate consequence – and one that still bedevils Libya today – was that the main ground fighting forces to confront the colonel's own army and defeat it were made up of autonomous militias (now estimated at up to 350 in number), spontaneously created on regional, tribal, ethnic and sectarian bases. From that experience was to be borne the security crisis that Libya faces today.

The security dilemma

Allied to that fragmentation in security control – and, indeed, a direct consequence of victory, as the Libyan state effectively lost the army, the instrument through which it could have continued to articulate its monopoly of legitimate violence– was the 'liberation' of the vast caches of modern arms held by the regime. Over the past two years, these arms have flowed out of the country, into the Sahel and the various al-Qa'ida-affiliated groups located there and into Syria, encouraged by the weapons-supply programmes for opposition forces organised by Qatar and Saudi Arabia. The flows have been stimulated by the absence of any centrally-organised security system, backed by an army under effective central political control.

Of course, in parallel to this collapse in security there has been an intensifying political process, to determine the lineaments of the new state. Elections in July 2012 brought a constituent assembly to power which eventually approved a cabinet led by Ali Zidan and began to approach the process of drafting a new constitution for the country – a process complicated by the need to ensure equal representation for all three of Libya's provinces and to avoid a federalist split in Cyrenaica which had always resented Tripoli's dominant position under the previous regime. Unlike the situation elsewhere in North Africa, the assembly was dominated by nationalists and Islamists only played a minor part initially.

However, in part because of the chaotic security situation and in part because of deep-rooted desires to exclude functionaries of the former regime from power, this situation began to change in mid-2013. The Political Isolation Law forced Libya's first post-Qadhafi premier and leader of the country's major political party, Mahmoud Jibril, from power, together with the speaker of the assembly, Mohamed Mugharieff, and even threatened the premier.2 Islamist politicians who had been marginalised by the Qadhafi regime were to be the primary beneficiaries! More than that, the law only passed the assembly in the face of an armed demonstration of support for it by militias in Tripoli.

Alongside this process, the inability of the government to rein in the militias entrenched the countrywide lack of security. Although two militia coalitions were, in theory, organised under the aegis of the minister of defence and ministry of the interior – the Libyan Shield, to act as a surrogate army, and the Supreme Security Committee to provide a policing function – in reality both groups maintained their own chains-of-command and objectives outside government control. Government authority and legitimacy was inevitably undermined and, after an incident in Benghazi in which 21 people died and further incidents in Tripoli, the army chief-of-staff, General Mangousch, was forced to

resign. There were similar problems with the Oil Protection Force, a third group of militias supposedly protecting oil contractors working in the oil fields of Sirte and Tripolitania.

Quite apart from these problems, other militias which had been delegated responsibility for protecting Libya's borders and sealing off smuggling routes also followed their own agendas, with the result that smuggling of arms and drugs mushroomed. Tribal clashes, particularly between the Sway and the Tibu in Kufrah, began to escalate out-of-control. There were also tribally-motivated clashes in the Fezzan, at Sebha, which added to the security failures of the South. In addition, some militias simply ignored attempts by central government to bring them within a security environment it controlled. This was particularly the case with the Misurata militia, which persisted in excluding the population of Tawargha because it was alleged to have supported the Qadhafi regime, the Zuwara militia which victimised the Warshafanna tribe for the same reason and the powerful Zintani militia which avenged itself against the Mashashiyya.

As serious as this fragmentation of authority was the arbitrariness with which it was imposed. Major militias had early on established their own detention facilities and meted out their own versions of law and retribution.[3] Some of them have resisted all attempts by government to establish its own authority in these domains, thus seriously undermining its effectiveness. The Zintan militia, for instance, has refused to hand Saif al-Islam al-Qadhafi, the former dictator's second son, over to government custody, thus undermining Libya's argument to the International Criminal Court that it is competent to try both Saif al-Islam and Abdullah Senussi, Colonel Qadhafi's old security head. And, of course, there are many others who await trial in places of detention outside government control too!

Wider implications

This security crisis has other, wider implications too, for it has cemented Libya into the centre of the general security crisis that is beginning to afflict the Sahara and the Sahel, not to speak of surrounding countries as well. It is notable, for instance, that the January attack on the gas processing facility at In Amenas in Algeria was partly organised in Libya. Even though the leadership came from Mali, much of the equipment came from Libya and the detailed planning had been carried out on Libyan soil.[4] And it was to Libya that the hostage takers there had intended to retreat with their victims, to hold them for ransom, had they escaped successfully.

More immediately serious for Libya's domestic security has been the emergence of a shadowy network of salafi-jihadi militias under the generic title of Ansar al-Shari'a. The network has nothing to do with Libya's own jihadists of the 1990s in the Libyan Islamic Fighting Group, focused solely (and unsuccessfully) on destroying the Qadhafi regime. Instead it seems to be part of a much wider pro-al-Qa'ida movement originating in Lebanon and offering populist good governance rather than the more classical Islamic caliphate born through violence. It first emerged into public view in July 2011 with the assassination of Abdulfattah Yunis, the military commander of anti-Qadhafi forces, who had been accused by extremist members of the National Transitional Council – Libya's first interim government – of betraying the Revolution.

In September 2012, however, it made a far more spectacular mark on the public consciousness when it was directly implicated in the attack on the American consulate in Benghazi in which the American ambassador and three other diplomats died. The movement has also been suspected on a series of attacks and assassinations on foreign delegations in Libya and on prominent members of the security forces, particularly in Benghazi.[5] Despite being forced out from its base there at the time of the consulate attack, it has since reappeared and, to American frustration, appears to be impervious to threats of government retribution. The movement is today widely spread throughout Libya and has been implicated in salafi attacks on Libya's robust sufi movements.

Economy and society

In the face of such widespread security challenges which the government cannot as yet surmount, it might be argued that Libya is becoming a failing state, a state whose failure, furthermore, carries profound and sinister implications for the surrounding region. Yet, in fact, such a judgement might well be premature. Libyans themselves are increasingly frustrated by the security crisis through which they live and are increasingly making it clear to those responsible that the situation is untenable. The government has tried to capitalise on these sentiments, with some success, to isolate militias and to persuade them to integrate into the new Libyan armed and police forces that are being formed. The major militias might still be outside this initiative but pressure is mounting on them, too, to accommodate to the new realities. The salafi-jihadi movements may have enjoyed recent successes but they, too, face a growing tide of popular distrust and, as has happened, for instance, in neighbouring Tunisia, may soon find that the government has more coercive force available to it than they might have supposed.

Beyond that, too, day-to-day life for the majority of Libyans has continued without too much disruption, now that the oil industry has been revived. Oil production, despite a recent hiatus in Tripolitania, is back to the pre-war level of 1.4 million b/d and Libya has regained control of all the assets frozen in 2011. Gas continues to flow to Italy and Libya has ambitious plans for an expansion of oil production. The new government has even been able to offer support to energy-strapped Tunisia next door, whilst ensuring that it can pay for its essential imports – Libya, as the archetypal rentier state, depends on a constant flow of consumer imports and foodstuffs for its population to survive. Geography, of course, helps, for 70 per cent of the population lives in the urban conurbations around Tripoli and Benghazi but distribution has been maintained to the more isolated communities of the interior, despite the precarious security situation.

Beyond this, Libyans are acutely aware of what they achieved in 2011 and there is a very strong feeling that they are not prepared to see those gains lost through fragmentation and chaos. There are real problems, it is true, in the nature of the contemporary Libyan state – how do minorities, such as the Amazigh, fit in to a population that has repeatedly been told that it is homogenous and Arab? How are regional jealousies, some of which long predate the Qadhafi regime, to be accommodated and resolved? The government is aware of these problems and makes constant attempts to resolve them; major industrial headquarters in the oil sector have moved from Tripoli to Benghazi, for instance and provincial equality in the forthcoming elections for the constitutional drafting committee have been agreed.

In addition, there is a general determination for Libya to achieve a collective future which avoids the fragmentation implied the current security chaos. Even though deep social wounds persist in the wake of the 2011 civil war – between regime diehards in Sirte and Bani Walid, for instance, and the wider population – the kinds of collective vengeance seen elsewhere in such circumstances has been avoided. Even though separatist sentiments in Cyrenaica, looking back to the post World War II Sanusi monarchy, have revived, there has not been a significant demand for a redefinition of the state. In such circumstances, despite the apparently intractable security situation, grounds remain to believe that Libya can surmount its problems and become the state its people wanted it to be.6

***George Joffe, Research Fellow at the University of Cambridge.**

1. Under United Nations Security Council resolutions 1970 and 1973of March 2011, an arms embargo had been applied and NATO was given authority to protect civilian populations but there was to be no direct intervention on the ground. French, British and Qatari ground support, therefore, took place quite outside the authority of both NATO and the United Nations
2. Mezran K., "Libya's choice: national reconciliation or chaos," Atlantic Council (August 20, 2012)
3. Saleh H. (2013), "Misurata casts shadow over hopes for normality," Financial Times (May 10, 2013)
4. El Watan (June 28, 2013)
5. Schell B., "Instability reigns in post-Gaddafi Libya – Analysis," Eurasia Review (August 17, 2012)
6. Ghwell H (2013), "My Libya, it's all about human rights," Libya Herald (July 2, 2013)

L'intervention militaire tchadienne au Mali : enjeux et limites d'une volonté de puissance régionale

Auteur : Gilbert Maoundonodji*
Date : 07/2013

Le 16 janvier 2013, c'est par un message du président de la République du Tchad à l'Assemblée nationale sur la crise malienne, que l'opinion nationale et internationale apprenait officiellement l'envoi des militaires tchadiens au Mali. Une décision souhaitée, voire encouragée par la France qui, quelques jours auparavant, avait eu l'audace de lancer l'opération SERVAL pour stopper la progression vers le sud malien des groupes terroristes et djihadistes.

Cette décision d'envoyer des troupes en opérations extérieures, à plus de deux mille kilomètres de son territoire national, est également saluée par une large majorité des opinions publiques africaines qui commençait à être sérieusement agacées par les tergiversations de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les atermoiements onusiens. Pourtant, on est en droit de se demander quels sont les objectifs déclarés et les buts poursuivis par le Tchad à travers cette intervention ? Dans la poursuite de quels intérêts vitaux ce pays, classé parmi les plus pauvres au monde malgré la manne pétrolière, mobilise-t-il plus de deux milliers de ses militaires d'élite, deux cent quarante véhicules de transport de troupes et de ravitaillement pour soutenir une opération aux contours mal définis et très risquée, puisqu'il ne s'agit pas d'une guerre conventionnelle mais asymétrique ?

Dans les lignes qui suivent, outre la mise en exergue des raisons officielles et objectifs déclarés de cette intervention, nous tenterons de décrypter les motivations réelles, susceptibles de révéler, d'une part, les véritables enjeux de l'intervention des troupes militaires tchadiennes au Mali ; et d'autre part, de montrer en quoi elle apporte un éclairage tout particulier sur les faiblesses d'un Etat, certes, « post-conflit » mais tout aussi fragile. Des faiblesses qui, elles, sont sources potentielles de déstabilisation et constituent les limites objectives de la volonté du Tchad d'être une puissance militaire régionale.

Les raisons officielles et les objectifs déclarés de l'intervention militaire

Dans le message présidentiel à l'adresse de la représentation nationale tchadienne, le cadre du déploiement des Forces Tchadiennes en Intervention au Mali (FATIM) est tout tracé. Parmi les raisons avancées, l'on a tout d'abord invoqué l'appartenance du Tchad et du Mali à la région sahélienne ainsi qu'à des organismes communs de coopération comme le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), la Communauté des Etats Sahélo-Sahariens (CEN-SAD), l'Autorité du Bassin du Niger (ABN) et ensuite, la mise en exergue d'un « intérêt de réputation » du Tchad : " les forces de défense et de sécurité sont aguerries dans les combats du désert. L'armée tchadienne est, non seulement aguerrie et professionnelle, mais elle est aussi et surtout beaucoup respectée pour ses hauts faits d'armes. Le théâtre actuel des opérations, le Sahel, n'a aucun secret pour elle », peut-on lire dans la presse présidentielle.

De plus, dès le déclenchement de cette crise, il y a plus de neuf mois, des sollicitations plus ou moins ouvertes ont été adressées au Tchad pour une intervention en faveur des autorités légales du Mali. « L'attention accordée ainsi à notre pays » (dixit Idriss Déby), poursuit le message présidentiel aux députés, « est, certes, l'expression d'un signe de considération pour les efforts déployés en faveur de la paix et de la stabilité en Afrique, mais en même temps elle nous commande de faire preuve de beaucoup de responsabilités en tant que nation située au cœur du continent. En outre, depuis le 11 Janvier 2013, des regards sont constamment tournés vers nous pour scruter le moindre signe de réaction de notre part par rapport au déclenchement, par la France, de l'Opération SERVAL, au Mali. Par conséquent, le Tchad ne pourrait continuer à garder le silence. Il ne peut se soustraire à son obligation de solidarité vis-à-vis du peuple malien. C'est la raison pour laquelle j'ai donné l'accord du

Tchad à la demande des autorités françaises pour que la mission Epervier puisse être mobilisée au profit de l'opération SERVAL à partir de notre territoire ».

Par ailleurs, « Nous avons pris la décision de déployer sur le sol malien un contingent de l'Armée Nationale Tchadienne pour soutenir les efforts de la communauté internationale en vue de la restauration de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République du Mali. Nous avons ainsi agi conformément à la résolution 2085 du 20 Décembre 2012 du Conseil de sécurité des Nations Unies autorisant le déploiement de la Mission Internationale de Soutien au Mali (MISMA), aux appels de l'Union Africaine et à la demande expresse en date du 14 Janvier 2013 du président de la République du Mali».

Telles sont les raisons officielles de l'intervention militaire tchadienne au Mali. Celle-ci vise-t-elle réellement à satisfaire des objectifs d'intérêt national ? Quelle est la validité de ces justifications ?

Un objectif géopolitique : lutter contre les groupes djihadistes pour éviter la contagion islamiste du Tchad

Pour un pays comme le Tchad, un « Etat-tampon idéologique », traversé par des clivages de toutes sortes (ethnique, régional, confessionnel, etc.) et où la donne religieuse a été un facteur de communalisation ayant permis de mobiliser des coreligionnaires pendant la guerre civile de 1979-1982, la présence des FATIM au Mali poursuit un objectif géopolitique : lutter contre les groupes terroristes (AQMI, MUJAO, ANSAR EDDINE) et prévenir la contagion islamiste du Tchad. Car, dans la perception et l'analyse des dirigeants tchadiens, si rien n'est fait, cette crise malienne aura de graves répercussions sur les régions du Sahel et du Sahara et constituerait plus largement une menace pour la paix et la sécurité régionales et internationales.

Certes, pour beaucoup d'observateurs et d'analystes, les menaces des groupes terroristes sur le Tchad ne seraient pas réelles et les risques de contagion minimes (Magrin, 2013). Aussi, cette intervention ne viserait-elle que la recherche et la reconnaissance d'un statut de puissance régionale en devenir. Ce qui n'est pas tout à fait faux, si l'on se réfère à certaines déclarations des autorités tchadiennes : « *La paix et la stabilité retrouvées, le Tchad doit assumer son statut dans la sous-région et en Afrique. Le Tchad est un grand pays au cœur du continent et il doit jouer pleinement son rôle* ».

Pourtant, dans un cas comme dans l'autre, il y a des faits et des évidences qui confortent l'option du Tchad d'envoyer un contingent au Mali. En effet, dans un passé pas si lointain, l'un des chefs islamistes et djihadistes algérien, Abdelrazak El Para, du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), a été capturé dans le désert tchadien aux confins des montagnes du Tibesti. Or, les crises libyenne et malienne ont eu pour corollaire la dissémination des armes et l'absence de contrôle sur les frontières nationales. La porosité de celles-ci s'est encore accrue. De plus, il y a la proximité du Tchad avec le septentrion nigérian, où sévit Boko Haram dont le combat est religieux et les principales cibles sont les chrétiens. Dans ces conditions, une attaque kamizake d'un illuminé djihadiste au Tchad raviverait les tensions interconfessionnelles.

Un enjeu géostratégique : la quête d'un statut de puissance militaire régionale

A la lumière de l'enjeu géopolitique, le bien fondé de l'intervention militaire d'un contingent de l'armée nationale tchadienne au Mali n'est pas ici en cause. Ce qui pose problème, c'est le désir du Tchad d'être reconnu par la communauté internationale comme une puissance militaire régionale. C'est une aspiration légitime pour tout acteur étatique qui ambitionne de jouer un rôle sur la scène régionale et internationale. Mais le Tchad a-t-il les moyens de ses ambitions dans un contexte où la situation sociale de sa population requiert une meilleure allocation des ressources pétrolières pour lutter contre la pauvreté ?

Comme on a pu le constater, l'absence d'évaluation préalable des charges et dépenses liées à cet engagement ainsi que des conséquences prévisibles en termes de pertes en vies humaines sont les

raisons qui ont poussé un député tchadien, qui plus est de la majorité présidentielle, a demandé que le Chef du Gouvernement rende compte de la situation à l'Assemblée nationale. C'est ainsi que le 15 avril, le Gouvernement s'est rendu à l'Assemblée nationale pour répondre aux questions des élus et faire le point sur la situation des FATIM.

Dans sa communication aux députés, en réponse à cette interpellation, le Premier ministre a non seulement fait état du coût humain de cette intervention militaire qui se chiffrait alors à trente-six morts et soixante-quatorze blessés. Il a également mis l'accent sur le coût financier de cette opération pour le Tchad. En effet, en trois mois de présence des FATIM sur le terrain, les dépenses se chiffrent à 56 737 120 195 Francs CFA avant de préciser que les prévisions de dépenses pour une période de 12 mois sont de 90 321 953 893 FCFA. Qui paie la facture, s'est indigné un député ?

Selon le Premier ministre tchadien, en dehors de quelques appuis logistiques de certains pays dont la France, la République du Congo, le Soudan, la Chine, les Etats-Unis, l'essentiel des moyens utilisés provient des ressources nationales du budget de l'Etat. Si l'intervention militaire tchadienne au Mali s'inscrit, certes, dans le cadre de la MISMA, cette opération internationale, autorisée par le Conseil de sécurité des Nations Unies, n'est pas une opération de maintien de la paix classique budgétisée. Par conséquent, les dépenses du Tchad ne sont pas assurées sur le budget onusien. Ces dépenses passeront-elles alors par pertes et profits ? Le Tchad espère se faire rembourser sur le Fonds fiduciaire dans le cadre de la future mission internationale sous mandat onusien, pour laquelle d'ailleurs il a échoué dans sa tentative d'obtenir le commandement des opérations.

Une intervention risquée et vectrice potentielle de déstabilisation

Face à cette situation, l'opinion nationale a commencé à s'inquiéter. C'est ainsi que, par une résolution prise le 15 avril 2013, à la suite de l'interpellation du Premier ministre par une question écrite d'un député du parti au pouvoir, l'Assemblée nationale a demandé au gouvernement de la République du Tchad de préparer, dans un délai raisonnable, le retrait des FATIM. En outre, elle lui a demandé de définir les modalités de réparation civile pour les familles des soldats décédés ainsi que pour les blessés. Enfin, elle a recommandé au gouvernement de faire apprécier à sa juste valeur, par les Nations Unies et l'Union africaine, les effets humains, matériels et financiers de l'engagement du Tchad au Mali.

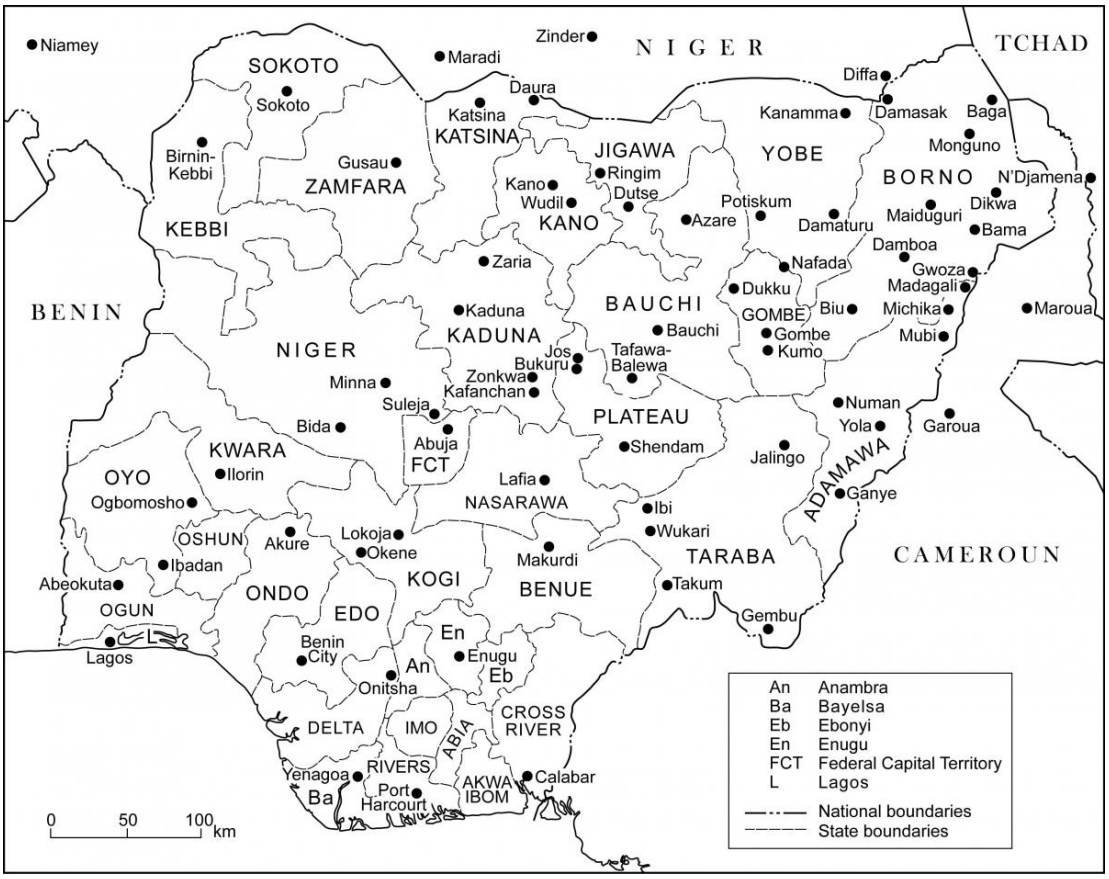
Aujourd'hui, dans une région sahélo-saharienne en crise, le Tchad est perçu comme un ilot de sécurité et présenté comme l'épicentre de la stabilité régionale. Pourtant, si la fin de la guerre par procuration que se sont livrée le Tchad et le Soudan entre 2005 et 2010 a apporté un semblant de paix, les problèmes internes au Tchad n'ont jamais été réglés (Debos, 2013). La mauvaise gestion des ressources du pays, la corruption systémique qui gangrène tous les pans de l'économie, l'impunité dont bénéficient les proches du régime, les pratiques illégales et violentes de certains militaires ainsi que la détérioration du pouvoir d'achat de la majorité de la population, qui aujourd'hui vit avec moins d'un dollar par jour, constituent autant de sources d'insécurité et de facteurs potentiels de déstabilisation.

***Gilbert Maoundonodji, juriste et politologue, auteur de *Les enjeux géoplitiques et géostratégiques de l'exploitation du pétrole au Tchad,* (Presses universitaires de Louvain 2009)**

Insurgency and Counter-Insurgency in North-East Nigeria

Auteur : Adam Higazi*

Date : 07/2013



Nigeria's 36 states and some of the main towns and cities.

On 14 May 2013 the Nigerian government declared a state of emergency in three north-eastern states of the federation: Borno, Yobe, and Adamawa. This was in response to growing violence by the militants operating under the rubric of *Jamā'at ahl al-sunnah li'l-da'wah wa'l-jihād* (JASDJ) – 'The Association of the People of the Sunna for Proselytisation and Armed Struggle.' The group is popularly known by the nickname 'Boko Haram', due to its opposition to secular and westernising influences. 1 Boko Haram emerged after breaking away from the reformist Salafi/Wahhabi groups in northern Nigeria that since the late 1970s have been challenging the established sufi orders, the Tijaniyya and Qadiriyya. The ideology of Boko Haram draws selectively on *Salafi* ideas – which are diverse but hold that Muslims should live according to the rules and modes of conduct established by the Prophet Muhammad and the first three generations of his followers, the 'pious predecessors' *(al-salaf al-ṣāliḥ)*. Salafis emphasise the 'restoration of Islamic doctrines to a pure form', but the founding ideas of the Salafiyya movement in the early twentieth century also had a strong modernist streak encouraging educational reform and the acquisition of scientific and technological knowledge.2 The Boko Haram ideology, condemning secular education and any government or civil service work, deviates from Salafi doctrine. But Boko Haram do use technology, including the internet and mobile phones, and members of the group have acquired technical expertise to make explosives, including car bombs. It seems that as long as the knowledge helps their religious/political struggle they are willing to utilise it.

Some of the reformist *ulama*, including those belonging to the Izala movement, preached against the Boko Haram doctrine and gave warnings to the government about a potential security threat posed by Boko Haram in the years before the state's crackdown on the group in July 2009. The Nigerian government, having arrested Muhammad Yusuf, the then leader of Boko Haram, multiple times – he was bailed each time – was well aware of Boko Haram and their activities. But the Nigerian state did not effectively curb the preaching or stop the movement from spreading. Instead of resolving the challenge posed by Boko Haram early on through legal means, the state attempted to eliminate it through overwhelming force in July 2009, with some serious breaches of Nigerian law. In July 2009 well over 1,000 people were killed in north-east Nigeria, most of them in Maiduguri, the Borno State capital, but there were also heavy casualties in the city of Bauchi and some in Damaturu, Potiskum, and elsewhere. This generated a degree of sympathy for Boko Haram in the north and compounded the complexity and severity of the insurgency when the group re-emerged in late 2010 with a new leader, Abubakar Shekau.

By May 2013 Boko Haram controlled large areas of territory in Borno State, including much of northern and central Borno and Damboa in southern Borno. The Nigerian military were already in Borno and Yobe States fighting a counter-insurgency campaign, as part of a Joint Task Force (JTF) that also includes the mobile police (MOPOL or riot police) and the department of state services (the domestic intelligence agency or state security service). However, Borno and Yobe are big states and the JTF were not able to patrol the whole region – they were more focused on the larger towns, including Maiduguri, and around their barracks. Boko Haram therefore entrenched themselves in areas where there was a lighter military presence and also established 'camps' in the extensive savanna forest that extends across much of southern Borno and into parts of Yobe. From mid-May military reinforcements arrived in Borno and dislodged Boko Haram from some of these areas, even bombing them from the air. The military operation in north-east Nigeria is ongoing but although some information on the situation in Borno is filtering out, we still lack a detailed general picture because all of the mobile phone networks have been switched off in the three states under emergency rule. Information is mainly coming from press reports in Maiduguri, the state capital; from people in areas bordering Cameroun who can cross the border and make calls from there; and from people leaving Borno State – including those who are relocating to other parts of the country.

What is clear is that as Boko Haram fighters have been dislodged from some of the areas they were controlling or camped in, they have moved into more peripheral parts of Borno and over the borders into neighbouring countries. Villages in the Gwoza Hills - the north-east extension of the Mandara Mountains that straddle north-east Nigeria and the far north of Cameroun – have been particularly badly affected as a result of militants relocating from the forested bush, including the Sambisa Forest Reserve and surrounding areas, into the mountains. Christians have been attacked by suspected Boko Haram militants in several villages in the Gwoza Hills and in Gwoza town, where some prominent local pastors and church members have been assassinated. There are also reports of opposing Muslim clerics and at least one traditional leader in the Gwoza area being killed – as has also been common practice by Boko Haram in other areas of the north. Most of the Christians have now left Gwoza town, mainly relocating to the vicinity of northern Adamawa but some have moved further, such as to Jos. Meanwhile soldiers have been deployed into the Gwoza Hills and have been searching for guerrilla fighters in the caves. The military has carried out some aerial bombing and there has been a movement of refugees across the Mandara Mountains over the border from Nigeria into the far north of Cameroun. The northern and central areas of Borno have also seen military activity, with refugees and Boko Haram fighters moving across the border into southern Niger, especially to Diffa.

One of the more significant developments is that youth vigilante groups in Maiduguri have reportedly formed to identify and hand over suspected Boko Haram members to the JTF. They are referred to as the 'Civilian JTF', working with the soldiers and capturing Boko Haram members in their neighbourhoods, some of whom have been returning home after being forced out of their camps by the military. These reports are certainly plausible and seem to be coming from different sources. It is also not unprecedented, as there are recorded cases of vigilante activity against Boko Haram elsewhere – as in Damboa, where local hunting groups have opposed them since 2009. This may also explain why in

January 2013 as many as 18 hunters were killed in Damboa: it was reported that they were targeted for selling bush meat, alleging that Boko Haram believe this is contrary to Islam3, but the fact the vigilantes in Damboa were against Boko Haram, even handing over one of their sponsors, former Religious Affairs Commissioner in Borno State, Buji Foi, to the security forces – who extra-judicially executed him in Maiduguri – in 2009, may be the real reason.

The problem is that it is difficult to ascertain the scale of local vigilance against Boko Haram. The press often rely on military spokesmen for information, especially in parts of Borno outside of Maiduguri, so information on the wider conflict, especially in northern and central Borno and Yobe, is lacking and probably biased. What does seem evident is that in the places where Boko Haram established control they either destroyed or closed all government buildings and administration, all government schools – *makarantun boko* – and took over the markets. This situation appears to have changed as a result of the military intervention from mid-May 2013. Nonetheless, it is important to recognise that Boko Haram are a guerrilla force with cross-border mobility, so even where the military have moved in and displaced them, they can move elsewhere. They can also melt into local population centres – towns and cities – even if there are signs this is now being challenged by local populations (who are also their ethnic kin). Military force alone will not be sufficient to defeat the insurgency.

At issue are also the state's legitimacy and the willingness of local people to co-operate with the Nigerian security forces in the counter-insurgency campaign. Over the past four years the Nigerian military lost much local support due to the bluntness of its tactics. Many non-combatants have – allegedly – also been killed by the military in the counter-insurgency campaign and others have been wrongly detained. In some quarters the soldiers were reportedly more feared in Maiduguri than Boko Haram. Among the Christian minority, the demand has always been to maintain and further strengthen the military presence in Borno and Yobe, as they depend more on the soldiers for protection from Boko Haram. As for the majority Muslim population, Boko Haram directly targets those who preach against them or inform on them, and has also targeted – as at road blocks - anyone working for the government or local administration. Among Muslims, attitudes towards the JTF appear to be more ambiguous or even resentful than among Christians, mainly due to the abuses the JTF is alleged to have committed against civilians. At the same time, Boko Haram have repeatedly pronounced that anyone they hear of co-operating with the security forces will be killed. Much of the population in the north-east has thus been caught between Boko Haram and the security forces.

The Boko Haram label has also become a convenient cover for a wider range of criminal activity and political thuggery and intrigue in northern Nigeria. There have been many bank robberies and prison breaks by Boko Haram, but some of these may have been orchestrated by other groups. This is even more likely to be true of several political assassinations in Borno around the election period in 2011 that were blamed on Boko Haram. There is then the question of whether Boko Haram is a coherent group or something more nebulous? Viewed as an armed movement, it is certainly decentralised and perhaps fragmented, but it is unclear if it is divided into factions or has retained a degree of co-ordination. The exigencies of the insurgency mean that the support base of Boko Haram may now extend beyond the ideological core that began the struggle; recruitment is reported to be forced on people in some areas of Borno, and in other instances young men or boys have been paid to carry out attacks or burn schools. It is conceivable too that the counter-insurgency campaign could have pushed some youths into Boko Haram. An unconfirmed allegation made in Borno is that former *Ecomog* members – the political thugs (not the West African military force) of former Borno State governor Ali Modo Sheriff – have been recruited into Boko Haram, after Ecomog was dismantled by the present governor, Kashim Shettima.

In general Boko Haram opposes the northern political establishment and traditional elites such as emirs and has attempted to assassinate the two main Muslim traditional rulers in Borno and Yobe – the Shehu of Borno and the Emir of Fika. In January 2013 gunmen also attempted to assassinate the Emir of Kano, Alhaji Ado Bayero, but his bodyguards saved him, three of whom reportedly died in the attack. The politics of the Boko Haram phenomenon have played out in the public discourse and

among Nigerian political elites themselves. In the south and among some northern Christians, northern Muslim elites are accused of sponsoring Boko Haram, even though all of the violence has been in the north, with no recorded attacks in southern Nigeria. In Borno State, Senator Mohammed Ali Ndume, of Borno South Senatorial District, has been detained by the security services, accused of sponsoring Boko Haram. But in southern Borno, even among Christians in Gwoza and Chibok, he is widely said to be innocent – framed by former governor Ali Modo Sheriff.4 Sheriff sponsored a rival candidate for the senatorial seat, Asabe Villita of the All Nigeria People's Party (the ruling party in Borno) in 2011. Ndume defied Sheriff and decamped to the national ruling party, the People's Democratic Party, and defeated Villita in the election.5 In the same election, Sheriff himself contested for the senate in Borno Central, but was defeated by another PDP candidate, Ahmed Zanna, who is now also accused of supporting Boko Haram. Such allegations may be more about attempting to discredit political opponents than a reflection of actual political support for Boko Haram.

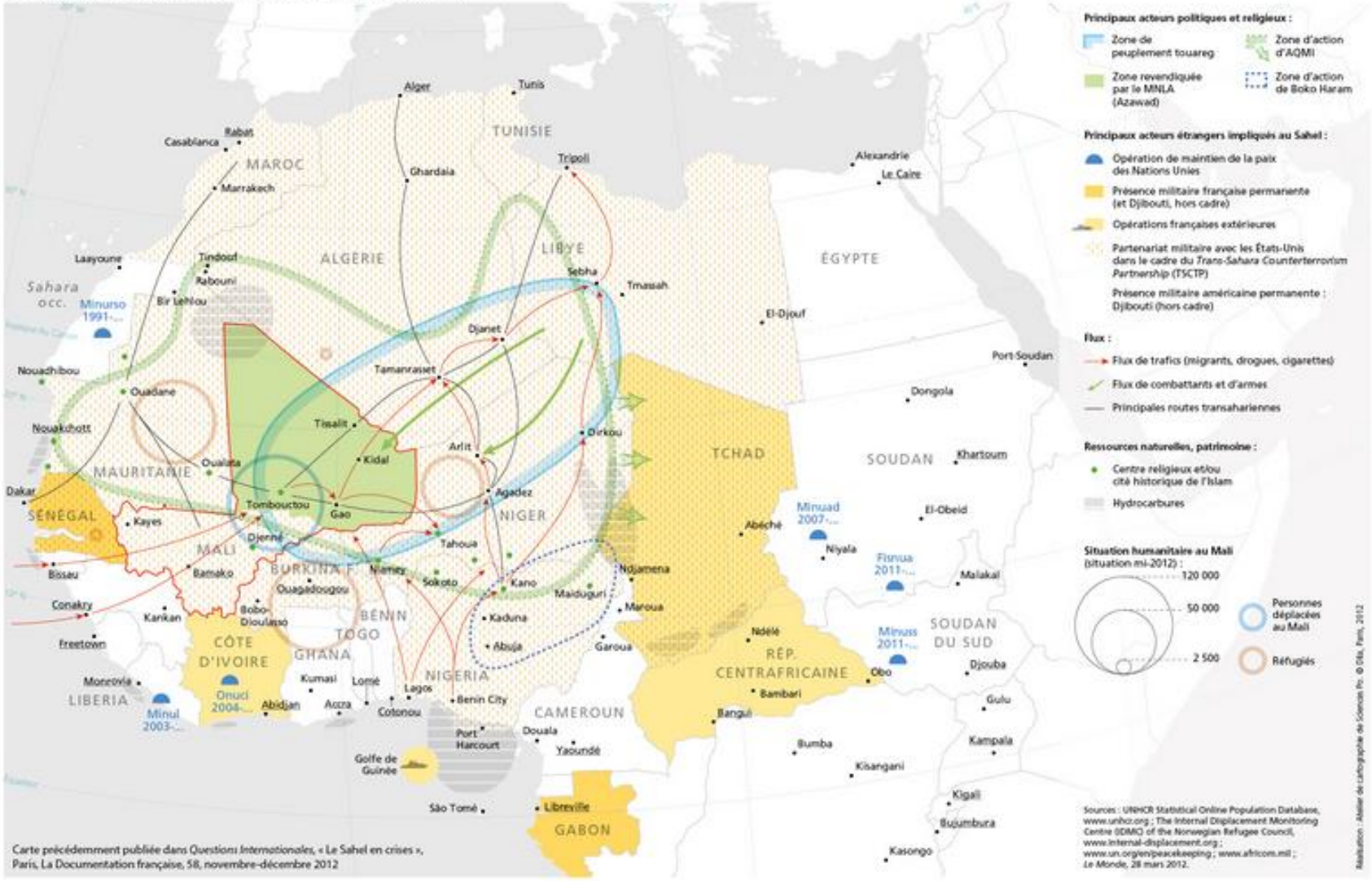
The extent of Boko Haram's following is only partly reflected in the pattern of violence, not least because there is much violence in Nigeria, including in parts of the north where Boko Haram operates, that has nothing to do with Boko Haram. But even violence that can be attributed to the sect does not always mean they have a presence in that area, as Boko Haram fighters are mobile and attack strategic targets, often travelling in from outside. That appears to be the case with some of the attacks on prisons: if they locate a prison where they think their members are being held they may attack it and try and free them. Indeed, one of the main demands of the group to the government is that their prisoners be released. There are numerous examples of prison raids by Boko Haram that could be cited. One such attack occurred in Gombe city on the evening of Friday 24 February 2012. It is one of the smaller attacks in the wider scheme of prison breaks, but to date it is still the largest attack Boko Haram have carried out in Gombe metropolitan, which has been less affected than other parts of north-east Nigeria by the insurgency. The attack lasted from 19.15 to 23.30. The insurgents attacked the prison and the Divisional Police office, with automatic weapons that they drew out from their *kaftans* and improvised explosives constructed in soft drink cans. A mobile police detachment was able to repel them from the prison, but the police station was overrun and burned down and the armoury was emptied of weapons and ammunition. Fourteen people were killed - four policemen and ten civilians. A police corporal who witnessed the attack said (on condition of anonymity) that the target of the insurgents appeared to be two Boko Haram members who they thought were being detained in Gombe prison. In fact, Gombe prison was only used as a transit point and the suspects had already been transferred, probably to Abuja.6

In conclusion, the scaling up of the counter-insurgency operation by the Nigerian military in north-east Nigeria since May 2013 - especially in Borno and parts of Yobe – appears to have dislodged Boko Haram fighters from areas they had 'captured'. The Boko Haram *muj?hid?n* had by that stage acquired sophisticated weapons – including heavy machine guns and, according to the Nigerian army, anti-aircraft guns - from attacks on police and military installations and through the regional arms trade. Nonetheless, substantive information on what is currently happening on the ground in Borno and Yobe is far from comprehensive. Attacks by Boko Haram and the Nigerian military's deployment against the group are presently more concentrated in Borno and Yobe than anywhere else. But the insurgents are mobile and the border areas remain porous, so even when they are put under pressure by the military they may still be able to regroup. Boko Haram have regional links with militant groups in the Sahara and there have been incidents of violence attributed to them in southern Nigeria and border areas of the far north of Cameroun. At present, the threat posed by Boko Haram to neighbouring states does not seem to be acute, but more research is needed in the Francophone countries to assess this and the extent of regional state co-operation that currently exists. The larger difficulty for the populations of north-east Nigeria and the border areas of Cameroun, Niger and Chad in the short-term may not be violence per se, but rather disruptions to farming, pastoralism, trade, markets, and legitimate travel caused by the insecurity and by the security measures taken by governments and militaries in the region. It will be necessary for the Nigerian state and neighbouring countries to obtain more local popular support and co-operation than Boko Haram if the insurgency is to be brought under control. This important question cannot yet be adequately answered, but it will largely hinge on the relative conduct of the warring sides in the conflict towards local people.

***Adam Higazi, is a Research Fellow in African Studies at King's College, University of Cambridge. He has been working in or on Nigeria since 2004 – mainly in Plateau State but also in other parts of central and northern Nigeria. He obtained his doctorate from St Antony's College, Oxford in 2011. He has just published « Les origines et la transformation de l'insurrection de Boko Haram dans le Nord du Nigeria », *Politique Africaine*, no. 130, 2013.**

1. For a more detailed analysis of the emergence of Boko Haram and of the dynamics of the insurgency, see: A. Higazi « Les origines et la transformation de l'insurrection de Boko Haram dans le Nord du Nigeria », Politique africaine, no. 130, 2013.
2. 'Salafi', defined on http://www.oxfordislamicstudies.com and *'Salafiyya'* in C. Glassé, The Concise Encyclopaedia of Islam, London: Stacey International, 2008.
3. « Boko Haram militants suspected of deadly attacks in Nigeria », BBC news, 22 January 2013, http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-21152122
4. Interviews by the author in Chibok and Gwoza, Borno State, September 2012.
5. Interview by the author in Biu, Borno State, 7 September 2012
6. Fieldwork in Gombe, February 2012. I was in Dukku, 70 km away in northern Gombe State, when the attack occurred. I thank my colleague Jimam Lar of Bayreuth University / University of Jos, who was in the city at the time, for sharing the notes he made from his interview with the police corporal.

Les États du Sahel et leur environnement stratégique (fin 2012)



Carte précédemment publiée dans *Questions Internationales*, « Le Sahel en crises », Paris, La Documentation française, 58, novembre-décembre 2012

Carte précédemment publiée dans *Questions Internationales*, « Le Sahel en crises », Paris, La Documentation française, 58, novembre-décembre 2012.

Avertissement : cette carte reflète la réalité de la région fin 2012, avant l'intervention militaire française au Mali (opération *Serval*).